LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL CENTRAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES LÉNINISTES

UCFML

Mensuel : 20 Décembre 1977 - 20 Janvier 1978 — No 23 — 3 Francs

CROISSANT, SAHARA

MEURTRES RACISTES — MESURES STOLERU

Un aspect de la manifestation du 19 Novembre 1977, à Barbès (Paris), contre les décrets Stoléru.

Notre banderole à la manifestation du 18 Novembre 1977, à Paris, contre l'extradition de K. Croissant.

IL FAUT EN FINIR AVEC L'ETAT IMPERIALISTE!

SOMMAIRE

ÉDITORIAL .....p 2
- Les crimes racistes: en effet direct de la politique de l'État impérialiste français .....p 2
- La grande manifestation du 19 Novembre, à Barbès, contre les mesures Stoléru .....p 4
- K Croissant .....p 5
- SECUREX .....p 6
- Quand les nouveaux bourgeois de la CGT jouent cartes sur table .....p 8
- Révolte ouvrière à Renault-Billancourt ....p 8
- Luttes de classes en Centre Bretagne .....p 9
- Le peuple des villes soutient les paysans ....p 1 1

VIE DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES:
- Appel des ouvriers maoistes de Chalon aux ouvriers et employés de Chalon .....p 12
- Nouvelles du groupe Foudre .....p 14

ART, LITTÉRATURE ET CULTURE:
- Un film: Harlan County, USA .....p 15

INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN:
- La situation actuelle au Portugal: un point d'appui majeur pour l'internationalisme prolétarien .....p 17

EDITORIAL

Les meurtres racistes, les mesures d'État ultra-chauvines (Stoléru), les bruits de bottes au Sahara: Il y a urgence à se révolter, à se dresser, à continuer sans répit ce qui a déjà été entrepris (manifestations, permanences anti-expulsions, renforcement militant des CPAC) .

La question de nos camarades immigrés est aujourd'hui centrale. Tout un chacun est jugé là-dessus. Que fait-il ? Comment, dans les faits, attaque-t-il sur ce point les activités barbares de l'État impérialiste et de ses complices fascistes ?

Il nous faut la politique réelle de notre indignation. En ce qui concerne les français, nous devons expliquer sans relâche qu'il s'agit là d'un point qui engage tout le peuple. La réalité de l'existence politique du peuple de France, de son autonomie face à l'impérialisme, se joue aujourd'hui très largement sur ces questions. C'est bien plus qu'une solidarité (nécessaire). C'est exister, ou n'être rien. La classe ouvrière est aujourd'hui attaquée sauvagement. On veut la diviser, la terroriser, la rendre à merci. Face à cela, la force politique du peuple se constitue; le 19 à Barbès en témoigne, et tout le travail des maoistes en répond. Rejoindre cette force est un choix de classe, un choix de son camp, qui est, dans ce défi, incontournable.

Auprès de nos camarades immigrés, nous devons tous faire la preuve de notre capacité d'agir rapidement et efficacement. Laissons l'idéologisme au vestiaire: quand l'ennemi tue et expulse, nous devons être forts dans les faits. Passer de l'indignation à la politique, c'est faire barrage à l'assaut de l'État, c'est remporter des victoires.

Notre conviction est que l'ennemi impérialiste, qu'il soit giscardien, ou nouveau bourgeois P CF, présume de ses forces. Il est divisé et en crise. Ses brutalités réactionnaires sont aussi des sursauts. Passé l'effet de surprise, la force politique du peuple, qui déjà se montre et s'organise, a des conditions favorables pour tenir le terrain.

L'impérialisme français fanfaronne, mais ses arrières sont très fragiles.

Encore faut-il que l'avant-garde brise avec toutes les inerties, tous les sectarismes. Qu'elle soit en première ligne, et suive avec rapidité tous les heurts de classe. Qu' elle forge une unité démocratique révolutionnaire aussi large que possible.

EMPARONS-NOUS DE L'INSTANT ! PAS UNE ATTAQUE DE L'ÉTAT OU DES FASCISTES NE DOIT RESTER SANS RIPOSTE !

DÉVELOPPONS A GRANDE ÉCHELLE LE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE DES PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS !

RENFORÇONS LES C.P.A.C. CONTRE L'ÉTAT IMPÉRIALISTE !

QUE LES NOYAUX COMMUNISTES ET L'U.C.F.M.L. ASSUMENT JUSQU'AU BOUT LA DIRECTION DE LA POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE !

●

LES CRIMES RACISTES : UN EFFET DIRECT DE LA POLITIQUE DE L'ÉTAT IMPÉRIALISTE FRANCAIS

Ces derniers temps, les crimes racistes se multiplient, éxécutés par des commandos de tueurs ou par la police.

Ces crimes sont rendus possibles et nécessaires par la campagne impérialiste anti-algérienne de l'État giscardien.

Briser cette offensive de terreur est une tâche rigoureusement prioritaire.

L'attitude pratique, l'action immédiate, contre ces ignominies; la position de fond pour le prolétariat international, pour organiser partout la défense des ouvriers, algériens notament, c'est LE VÉRITABLE FRONT DE CLASSE AUJOURD'HUI. Chacun sera jugé sur ce point.

Nous donnons ici deux documents concernant des mobilisations immédiates, dont les maoistes ont été partie prenante.

2000 personnes dans la rue à Marseille:

L'assassinat de Abdelaoui Abdelmajid à la gare de St Charles le 23 Novembre par des flics a soulevé une très grande protestation dans la population Marseillaise.

Nous étions 2000 le 26 à manifester contre cet acte ignoble qui vient s'ajouter sur la liste des meurtres et assassinats racistes de l'État impérialiste français.

Les premiers mots d'ordre au départ de la manifestation étaient:

Justice pour Abdelaoui !
Flics, fascistes, assassins !

Ils se sont transformés en des mots d'ordre offensifs contre l'État impérialiste français, véritable instigateur de ces ignominies:

Flics, fascistes-assassins, Stoléru complice !
Abrogation des décrets Stoléru !
A bas le «million» des voleurs capitalistes!
Français/Immigrés, Égalité des droits politiques !

La population, attentive sur les trottoirs, portait un intérêt tout particulier à la manifestation. Tout au long, des jeunes, des immigrés (hommes et femmes), des gens du peuple la rallieront.

Il ne s'agissait pas de laisser passer un tel acte raciste sans broncher, comme le feront les partis bourgeois PCF et PS, qui rangeront cet assassinat et la manifestation dans la rubrique faits-divers. Cette mobilisation immédiate et déterminée doit être un signal: nous ne tolèrerons plus la campagne anti-algérienne de l'État et ses effets fascistes et racistes.

Tous les anti-racistes qui étaient présents, ont osé affronter l'État impérialiste français. Cette mobilisation est une très bonne chose et ça n'est qu'un début:

- pour empêcher tout nouvel acte raciste
- pour l'abrogation des mesures Stoléru
- pour faire crever l'impérialisme français

Après le meurtre du gardien de l'amicale des Algériens à Paris:

LES MAOISTES ONT IMMÉDIATEMENT ORGANISÉ UN RASSEMBLEMENT SUR LE MARCHÉ D' ARGENTEUIL, ET COMMENCÉ UNE CAMPAGNE DE PROPAGANDE DONT VOICI UN DES TRACTS:

MOBILISONS-NOUS CONTRE LES CRIMES RACISTES !
UNISSONS-NOUS CONTRE L'ÉTAT IMPÉRIALISTE FRANÇAIS !
SOUTENONS LA LUTTE DU PEUPLE SAHARAOUI !

Le 2 décembre, c'est un Algérien qui a été frappé.

La campagne intensive de l'État impérialiste français contre le peuple Saharaoui et ses appuis algériens, a désigné la cible aux commandos fascistes.

Ce crime vient après une longue série: attentats des fascistes comme celui du consulat d'Algérie à Marseille, rafles racistes et meurtrières organisées par les flics, comme à St Auban.

Tous ces actes sont des actes ignobles engendrés par la politique chauvine délibérée du gouvernement.

L'État impérialiste propose comme «solution» à la crise, au chomage, les mesures Stoléru, les bruits de botte au Sahara, les expulsions, les extraditions; parce qu'il n'a comme issue que l'étranglement, la division, la répression: du peuple en France, des peuples comme au Sahara.

C'est pourquoi tout le peuple doit aujourd'hui riposter, avancer dans l'alternative à cette politique.

Cette politique, on ne va pas la combattre en implorant ce même gouvernement de punir les fascistes, et en proposant un «statut spécial» pour les immigrés - solution d'aménagement de l'impérialisme, solution qui développe également le racisme (à témoin l'assassinat d'un travailleur immigré à Marseille par un raciste aviné de la CGT).

Contre ces politiques, le peuple à dores et déjà un point de vue, comme l'a montré la manifestation du 19 Novembre à Barbès, pour l'abrogation des mesures Stoléru, l'égalité des droits, le droit au travail pour les femmes et les jeunes, le droit pour les ouvriers de vivre avec leur famille.

Poursuivre dans la même voie le combat contre l'État impérialiste, c'est, pour nous maoistes de l'UCFML:

- LUTTER QUOTIDIENNEMENT CONTRE LE RACISME: ne pas tolérer la moindre parole raciste d'où qu'elle vienne; dans le métro chez soi, d'un délégué syndical ou d'un petit chef.
Répondre à tous les actes racistes, aussi petits soient-ils et dénoncer PUBLIQUEMENT les racistes.

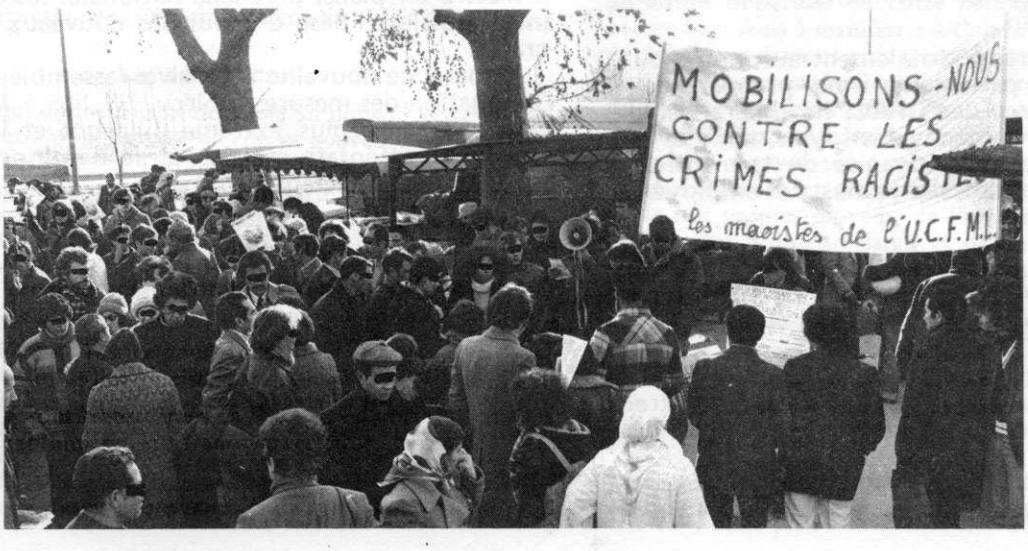
- ORGANISER L'AUTODÉFENSE: Cela commence dans certains foyers, il faut l'étendre.

- DÉVELOPPER LES CENTRES ANTI-EXPULSIONS où se rassemblent les démocrates et révolutionnaires pour:
  - agir pour empêcher les expulsions. Par exemple: accompagner les ouvriers et étudiants étrangers aux préfectures pour le renouvellement des papiers.
  - agir pour empêcher les intimidations dans le travail, aux agences de l'emploi...
  - agir en informant, en constituant des dossiers...
  - agir en créant des réseaux de solidarité pour le logement...

- LUTTER CONTRE LA CONVENTION «ANTI-TERRORISTE» et sa nouvelle version Giscard: «l'espace judiciaire européen» visant à poursuivre les révolutionnaires partout en Europe.

- RENFORCER LES COMITÉS POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES (CPAC) qui sont la tête politique de tout cela, les organisations où se construit l'unité et la force du peuple contre l'État impérialiste français.

LES MAOISTES DE L'U.C.F.M.L.



Intervention à Argenteuil.

LA GRANDE MANIFESTATION du 19 Novembre, à Barbès contre les mesures Stoléru

Les Comités Populaires Anti-Capitalistes dans la manifestation du 19 Novembre.

7000 manifestants de Barbès à Ménilmontant affirment dans une unité de masse:

Abrogation des mesures Stoléru !

Non au «million», non à la division !

Non au célibat forcé, nos familles avec nous !

Halte aux attentats racistes et aux incendies criminels !

Droit au travail pour les femmes et les jeunes immigrés !

Vive la lutte des foyers Sonacotra, vive le Comité de Coordination !

Français-Immigrés, égalité des droits !

Français-immigrés, une seule classe ouvrière !

Le prolétariat fondamental a relevé le défi impérialiste, rallié les vrais révolutionnaires et les nouveaux démocrates.

Les agents des syndicats ont échoué dans leur tentative anti-ouvrière et anti-maoïste pour empê-cher la manifestation.

Dans ce vaste cortège, totalement autonome du syndicalisme et du parlementarisme, première dé-monstration de force des CPAC. Ils apparaissent, avec les camarades immigrés des foyers, comme le véritable corps populaire organisé de la manifes-tation, avec des femmes, des jeunes, des employés, des ouvriers.

Depuis la menace des mesures Stoléru, l'UCFML et les CPAC avaient décidé de manifester et de faire une campagne prolongée, visant à l'A-BROGATION DE CES MESURES.

Nous l'aurions fait seuls s'il l'avait fallu. La politique révolutionnaire, c'est aussi cela:être l'avant-garde, le rocher solide pour regrouper le camp du peuple.

De son côté, en toute indépendance, le Comité de Coordination des foyers Sonacotra vou-lait la lutte contre les mesures Stoléru. Il a conduit les discussions préparatoires de façon ferme.

La CFDT et ses agents trotskystes ont fait des pieds et des mains pour semer la confusion: demandant le report, demandant que les organisa-tions françaises «soutiennent» sans appeler, négo-ciant seuls avec les flics pour changer le lieu de l'appel... Toutes ces manœuvres sordides n'avaient qu'un but: remettre la manifestation dans les mains des bourgeois parlementaires et syndicalistes.

Le courant de classe de l'autonomie a été victorieux. C'est une date. Ceux qui étaient à la manifestation ont pris parti: oui, on peut faire le camp du peuple, on peut affronter, sur nos forces, les bourgeoisies impérialistes. C'est sur cette base qu'a pu s'affirmer l'importance politique des CPAC.

Par le silence ou le mensonge, la presse bour-geoise et révisionniste a attaqué ce fait, veut l'en-cercler, l'anéantir. A nous de persévérer et d'en faire éclater la nouveauté, la puissance politique.

Aujourd'hui, il faut concentrer les forces sur trois points:

Mettre en place, à échelle nationale, les centres anti-expulsions, base d'appui des nouveaux démo-crates.

Préparer de nouvelles offensives rassemblées pour l'abrogation des mesures Stoléru.

Agir avec la plus extrême diligence et vigueur contre les attentats racistes et le développement des exactions policières.

La question du prolétariat international de France est plus que jamais le cœur de tout le front de classe. Elle organise les camps. Soyons fidèles aux leçons de Barbès! Tous sur la brèche, pour attaquer sans relâche l'État impérialiste, les mesures anti-ouvrières et anti-populaires, les flics et les tueurs racistes! C'est à ce feu qu'aujourd'hui se fait et se trempe la politique révolutionnaire du peuple. C'est là que vont s'édifier en première ligne les CPAC. C'est là que vont prendre leur mesure les noyaux communistes et l'UCFML.

K. CROISSANT

La livraison de Klaus Croissant à la police et à la «justice» de Schmidt est donc venue allonger la liste des mesures ignobles et cyniques que multiplie depuis quelques mois l'État impérialiste français en crise.

Décrets Stoléru, expulsions d'ouvriers et d'étudiants immigrés, menace d'intervention contre le peuple Saharaoui, campagne xénophobe et raciste contre l'Algérie, réception du Chah pour quelques milliards de plus et quelques étudiants Iraniens expulsés de moins. Voilà maintenant que l'hypocrisie des magistrats couchés (on s'en lave les mains, il ne risque que cinq ans... à moins qu'il ne se suicide...) s'allie à la violence de la police pour jeter à la face de l'opinion démocratique: oui, moi, chef de l'État français, j'ose! J'ose refuser à Croissant le dernier recours devant la loi - le conseil d'État - oui, j'ose bafouer le droit d'asile, les droits de la défense et notre propre constitution.

Pourquoi cela ?

L'État français dans la crise.

D'abord, c'est une attaque frontale, une gifle ouvertement jettée à la face de tous ceux, avocats, magistrats, intellectuels, jeunes qui ont en cette occasion fait, de nouveau depuis longtemps, la preuve qu'ils étaient une couche particulièrement sensible et rapide à réagir aux atteintes aux libertés démocratiques et qui s'étaient levés pour dire: trop c'est trop !

La menace est claire: l'État ne compte pas s'embarasser de ces protestations pour violer ses propres lois quand son intérêt supérieur le commande. Cette attaque, doublée de l'intense propagande de masse «anti-terroriste» qui l'a précédée a un but précis: créer des précédents pour se donner les mains libres dans la répression de tout ce qui s'oppose à lui. L'État impérialiste français sait bien que dans la crise dans laquelle il s'embourbe, il va en avoir besoin, qu' il aura besoin, comme l'a justement dit Foucault, de mettre « la sécurité au-dessus des lois ».

Ensuite, c'est un geste d'allégeance à la bourgeoisie impérialiste allemande. L'allemagne est l'impérialisme dominant en Europe; certes la bourgeoisie française est en concurrence avec elle, mais elle veut à tout prix rester dans le peloton de tête des nations impérialistes, et pour cela il vaut mieux se concilier le chef de file.

Enlisée dans la crise, prise dans des contradictions internationales et internes d'intensité croissante, la bourgeoisie dresse son État et frappe contre différentes fractions du peuple les unes après les autres, bouchées après bouchées... Et elle frappe fort! Les mesures Stoléru sont d'un cynisme à peine imaginable il y a encore quelques années, et il y a bien longtemps que des flics n'avaient pas matraqués des avocats dans l'enceinte même du palais de justice.

Les complices.

Ce qui donne à la bourgeoisie au pouvoir cette arrogance, ce qui lui fait croire qu'elle va pouvoir impunément manier cette violence Étatique contre le droit des gens, c' est très largement qu'elle se sent couverte «à gauche». Nous laissons aux pleureuses trotskystes les jérémiades sur la «passivité» des «organisations majoritaires de la classe ouvrière» (tract de la LCR lors de la manifestation du 18 Novembre). Nous savons parfaitement, quant à nous, que pour ce qui est de défendre l'impérialisme français, Giscard Chirac Mitterrand et Marchais sont profondément d'accord. Les protestations parlementaires de la «gauche» n'iront jamais au-delà de ce qu'éxige leurs rivalités électorales. Mitterrand n'est-il pas dans la même internationale que Schmidt et Marchais ne prétend-il pas donner à Giscard des leçons sur la meilleure façon d'exploiter les immigrés pour conserver à l'aristocratie ouvrière ses privilèges ?

D'une mauvaise chose à une bonne .

Mais cette sainte alliance réactionnaire a aussi son bon côté. Avec les mesures Stoléru et l'extradition de Croissant, s'élargit considérablement un champ de révolte autonome du parlementarisme. C'est ce dont témoigne le journal Libération qui abandonne pour une fois son centrisme mou pour constater que nous aurons maintenant à ne compter que sur nous-mêmes, et surtout pas sur la «gauche» pour «défendre la société civile contre l'État».

Ci-dessus: Manifestation du 18 Novembre.

Et de fait, la mobilisation de larges fractions de l'opinion démocratique, même tardive, l'importance de la manifestation de Vendredi 18 Novembre et le fait que la condamnation de Schmidt et de Giscard s'accompagnait du encore timide: « Marchais, Mitterrand, merci pour Klaus Croissant », tout cela témoigne de ce mouvement de révolte autonome grandissant. C'est très encourageant.

Tous les intellectuels français ne sont donc pas embrigadés dans un ralliement honteux et repenti à l'union de la gauche ou à la droite classique via la Nouvelle Philosophie, et nous sortons peut-être timidement du tunnel de l'absence complète de cette couche sociale des affrontements politiques significatifs de notre temps !

Cependant, de lourdes incertitudes pèsent évidemment sur les prolongements de ce mouvement. Il reste, et c'est le calcul de la bourgeoisie au pouvoir, très cloisonné des autres révoltes populaires: peu nombreux étaient ceux de la manifestation du 18 qui se trouvaient le lendemain dans la rue contre Stoléru. Il est par ailleurs encore largement défensif et risque très vite de manquer de cibles.

Nous qui faisons depuis plus de deux ans du thème du droit à la politique pour les révolutionnaires étrangers en France, de l'interdiction de toute expulsion et extradition un thème important de notre politique, nous qui étions encore bien seuls à manifester à Colmar contre l'extradition de Schultz, qui avons sans grand succès jusqu'ici proposé à toutes les organisations révolutionnaires et démocratiques d'Europe d'unir leurs efforts pour la suppression de la convention Européenne anti-terroriste, nous devons nous réjouir de ce mouvement, nous devons en être plus que jamais et nous efforcer, en tenant compte de ses caractéristiques et de nos propres moyens, de l'unir avec ceux des autres couches du peuple, d'élargir et de renforcer son contenu politique contre l'État impérialiste, de lui proposer des cibles.

En fait de cible, il en est au moins une à cours terme: s'il est vrai que la convention anti-terroriste a inspiré la décision rampante des magistrats de la chambre d'accusation, cette convention n'est pas encore ratifiée par le parlement.

Tenons-nous prêts à participer à toutes les initiatives qui viseront à s'opposer à cette ratification !

SECUREX

Cet article a été écrit par des camarades de l'U.C.F.M.L., partie prenante du travail politique développé par le Groupe Lutte Santé (1) dans le domaine de la santé.

L'affaire du contrôle des arrêts de travail par SECUREX et autres officines que vient de soulever les militants du G.L.S. est appelée à s'étendre. Ces arrêts sont en effet directement liés à l'intensification actuelle de l'exploitation capitaliste. C'est un des points importants du combat anti-capitaliste d'aujourd'hui. Comme le montre l'article ci-dessous, la mobilisation démocratique révolutionnaire est déjà bien engagée et doit s'étendre au plan national .

Mais elle est aussi un appel à ce qu'une force révolutionnaire, de l'intérieur des usines, des foyers et des quartiers, vienne l'étayer la soutenir pour que l'offensive patronale - tel le licenciement d'ouvriers pour cause d'absentéisme - puisse être enrayée nette. C'est pourquoi nous invitons les camarades des C.P.A.C. à étudier cet article et à s'emparer de cette forme importante de la crise.

(1) Groupe révolutionnaire local, fondé il y a deux ans, qui se réclame du maoisme. Son objectif est de travailler au contenu d'une médecine révolutionnaire au service du peuple et ce en opposition aux programmes des deux bourgeoisies sur la santé. Il affirme que seule une triple alliance entre médecins et travailleurs de la santé, le peuple révolutionnaire et les maoistes, s'attaquant aux positions de la bourgeoisie permettra d'avancer. Il regroupe donc ces trois composantes.

SECUREX, vous connaissez ? Peut-être pas !... Sauf si vous travaillez dans la metallurgie comme ouvrier ou employé de bureau: c'est là que SECUREX prolifère, avec sa sinistre escouade de médecins-flics à la botte du patron, et tout cela dans une atmosphère de clandestinité et de contrôles en douce dans les coins sombres. Voilà comment ça se passe: vous êtes en arrêt-maladie chez vous, bien tranquille, à essayer de vous refaire la santé. Mais voilà qu'on sonne à la porte. «Il» ne dit pas qui il est, «Il» vient juste pour un petit contrôle médical, «Il» vous trouve ma foi en pleine forme, «Il» vous conseille de reprendre le boulot vite-fait, avant la fin de votre arrêt. Sinon, le patron ne vous payera pas les indemnités qu'il vous doit en vertu des accords de mensualisation .

«Il», c'est le medecin de SECUREX, le commis-voyageur du patron, le maître-chanteur déguisé en docteur.

ET BIEN, aujourd'hui à Reims, ces sinistres vautours et les patrons qui les nourrissent ne dorment plus tranquilles ! Finie la clandestinité: l'affaire est au grand jour, sur la place publique, pleins feux !...

C'est que le Groupe-Lutte-Santé (G.L.S.) - qui regroupe sur la ville le pôle maoiste de la santé, où travaillent des militants UCFML - est passé par là ! Ils y mènent un travail prolongé, visant à constituer le camp du peuple, autour de l'alliance ouvriers-médecins, pour abattre SECUREX et Cie !...

Les maoistes du G.L.S. partent à l'assaut de SECUREX. Leur arme: l'alliance révolutionnaire entre ouvriers et médecins.

SECUREX et Cie, ce n'est pas nouveau. Cela date des «accords de mensualisation de 1970», signés dans la métallurgie par le patronat et les syndicats. Ces accords donnent aux ouvriers et employés le droit de percevoir, en plus des demi-journées de la Sécurité Sociale, une indemnité payée par le patron, pendant en moyenne 45 jours d'arrêt-maladie par an. Mais voilà ! A condition de se soumettre à un contrôle ! Cela, c'est la possibilité pour les patrons, de reprendre de la main gauche ce qu'ils ont lâché de la main droite: il suffit que les «médecins» de SECUREX trouvent que l'arrêt est «non-justifié», et le tour est joué !

Cette possibilité-là, les patrons ne s'en privent pas, surtout avec la crise: il s'agit pour eux de surexploiter les ouvriers, de les user jusqu'à la corde, en les empêchant de s'arrêter trop souvent. D'où SECUREX et autres agences du même type (à Citroën, c'est GAMECO, sous la direction des Assurances Générales de France) , pour organiser la chasse aux arrêts de maladie.

C'est contre cela que les ouvriers se révoltent ! Le G.L.S. intervient aux portes des usines où sévit SECUREX:

«Prendre un arrêt de maladie pour se retaper, ce n'est pas tirer au flanc, ce n'est pas du vol ! Au contraire, c'est le patron qui nous vole tous les jours sur notre travail, et nous détruit la santé par-dessus le marché ! »

«Même si SECUREX ne contrôle que quelques-uns (les plus combattifs, les femmes, qui s'arrêtent plus souvent parce qu'elles sont les plus exploitées), la menace s'exerce sur tous les travailleurs qui hésiteront à s'arrêter quand ils seront crevés !»

« Ne restons pas indifférents: créons la force des ouvriers et des médecins progressistes pour abattre SECUREX !»

AUX PORTES, LES DISCUSSIONS SONT ANIMÉES: chacun y va de sa «recette» individuelle, depuis la porte qu'on claque au nez du médecin-flic jusqu'au chien qu'on lui lâche aux fesses, tout en reconnaissant que ça ne suffit pas pour vraiment liquider SECUREX. C'est aussi la surprise et l'approbation enthousiaste de voir des médecins aux portes des usines. Le G.L.S. explique son projet: «parmi nous, il y a des médecins et travailleurs de la santé, des gens du peuple, des révolutionnaires maoistes. C'est sur cette triple alliance qu'on s'appuie pour faire une politique révolutionnaire de la santé, pour construire une médecine au service du peuple». Beaucoup d'ouvriers disent: «c'est bien ce que vous faites, mais contre SECUREX, il faut que les médecins se montrent, fassent une force». Idée juste, car l'existence de SECUREX est largement permise par le silence des médecins. Idée combattue par les syndicats. Eux, ils nous disent: « Lutter contre SECUREX, c'est l'affaire des ouvriers dans l usine. On a pas besoin de vous !». Voir ainsi des médecins et travailleurs de la santé prendre parti et intervenir directement à l'usine, c'est une chose insupportable pour la CGT ! Leur conception à eux, bien bourgeoise, c'est: chacun dans son coin, les ouvriers à l'usine, les médecins dans leur cabinet !...

Cete idée juste: «que les médecins prennent position», le G.L.S. la reprend - on intervient partout, à l'hôpital, dans les cabinets médicaux, à la faculté de médecine. Partout on saisit les médecins du problème : «vous qui prescrivez des arrêts aux ouvriers usés par l'exploitation, en toute connaissance de cause, vous devez aller jusqu'au bout de votre geste, vous ne pouvez tolérer SECUREX. Car dans cette affaire, il n'y a que deux camps: d'un côté les patrons et leurs médecins-flics de SECUREX, de l'autre les ouvriers et les médecins sincères qui ont à coeur de défendre jusqu'au bout la santé du peuple».

UN TRAVAIL PROLONGÉ s'engage avec quelques médecins progressistes. On cherche à en savoir plus long sur les agissements concrets des sbires de SECUREX: leur nom, leur adresse, les méthodes qu'ils utilisent. On rédigent les premières pages d'un livre noir sur eux. Bref on décide de porter la question au grand jour, de briser la clandestinité dont ces gens-là s'entourent.

L'IDÉE DE S'ORGANISER fait son chemin: mettre la question en discussion au sein des médecins, avancer dans l'alliance médecins-ouvriers et s'emparer, à travers de la lutte pour détruire SECUREX, de la question d'une politique révolutionnaire de la santé à l'usine.

Voilà où en est le travail quand «l'affaire de P.» éclate. L'affaire de P. va nous interpeler, nous forcer à passer à une étape supérieure dans l'offensive contre SECUREX.

SECUREX sévit à P. Un ouvrier est licencié, le G.L.S. se mobilise ! Un manifeste anti-SECUREX est déjà signé par 80 médecins !

Un ouvrier de P. connu pour sa combativité pendant une récente grève, refuse le chantage de SECUREX. Il reprend son travail au jour fixé par son médecin traitant, et pas avant ! Aussitôt, il est convoqué par un cheffaillon, et licencié pour «insulte grave». Son médecin traitant, proche du G.L.S., proteste énergiquement.

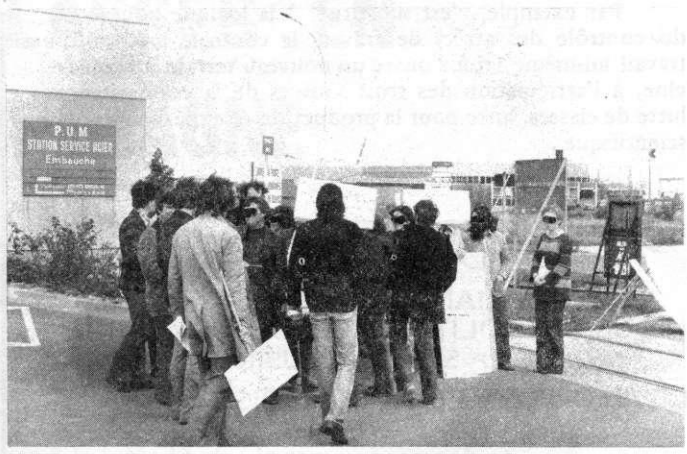
L'AFFAIRE P. EST DÉCLENCHÉE ! «On a raison de refuser le chantage de SECUREX», «Le médecin traitant a raison de mettre son nez dans les sales combines du patron !».

Nous engageons la bataille pour la réintégration de l'ouvrier, en intervenant à l'usine et en direction des médecins. On fait clairement le lien entre SECUREX et le licenciement de l'ouvrier. C'est important, car la C.G.T. de l'usine, qui n'est pas intervenue contre le licenciement, sépare les deux:

- pour le licenciement, elle joue la carte de la «justice» bourgeoise (prud'hommes, etc...)
- pour SECUREX, elle dit dans un tract: «il faut refuser SECUREX, mais il faut accepter le contrôle par un médecin de la Sécurité Sociale, ou de la médecine du travail». Comme si la Sécurité Sociale et la médecine du travail étaient pour l'ouvrier ! Cette position revient à dire: «Pour éviter le tigre jetez-vous dans la gueule du loup !». Le tout agrémenté, comme d'habitude, par les injures et les tentatives d'agression contre les maoistes du G.L.S. Messieurs de la CGT et du PCF, nous voyons clair dans votre jeu ! Si vous tenez tant à ce que la Sécurité Sociale ait le monopole du contrôle des arrêts-maladies et devienne un «super-SECUREX» d'État, c'est que vous vous imaginez déjà à sa tête, en train d'organiser vous-même la chasse aux arrêts de maladies des ouvriers !

EN DIRECTION DES MÉDECINS, nous faisons circuler un manifeste dans lequel les signataires:

«- se déclarent solidaires de leur confrère qui a défendu jusqu'au bout l'arrêt de travail de l'ouvrier.
- revendiquent hautement le droit d'intervenir dans les affaires du patron quand il s'agit de la santé des ouvriers.
- éxigent la réintégration de l'ouvrier licencié.
- s'engagent à porter le manifeste à la direction de l'usine et à le publier dans la presse.»



Le Groupe Lutte Santé devant l'usine.

S'engage alors, à l'initiative des militants du G.L.S. un large débat démocratique dans les milieux médicaux de la ville, contre les médecins-flics de SECUREX et pour le droit à la santé dans les usines.

Le manifeste circule et les signatures se multiplient: déjà 90 ! Et ces signatures deviennent une force matérielle; elles seront portées directement à l'usine, et on fera tout pour qu'elles soient publiées dans la presse.

Nous serons 30 médecins signataires à aller porter le manifeste à la direction de P. 30 médecins aux portes d'une usine, avec panneaux et tracts diffusant le manifeste ! Voilà qui ne passe pas inaperçu. Voilà une prise de position qui fera date dans l'histoire locale ! Quand bien même les ouvriers de la boîte n'auront pu que contempler la scène, tenus à distance par l'encadrement de la maîtrise et des hommes de main du patron, c'était bien de leur point de vue que nous nous sentions porteurs !...

ET MAINTENANT, la bataille de la presse est engagée ! Il s'agit de rendre public le manifeste, de le faire passer dans la presse. Pas facile quand le journal local est dirigé par un conseil de gérance moitié droite, moitié «union de la gauche», qui censure tout ce qui ne vient pas de ses partis respectifs ! Toutefois, la télévision régionale a fait passer un interview en direct d'un de nos camarades, ce qui a eu un grand écho populaire.

Les maoistes du Groupe-Lutte-Santé se fixent deux tâches !

- Tout faire pour que le Manifeste soit publié, consolider et élargir la mobilisation démocratique des progressistes de la médecine pour abattre SECUREX !

- S'appuyer sur le nouveau de cette mobilisation: l'intervention directe de médecins progressistes à l'usine, pour travailler à une politique révolutionnaire de la santé à l'usine, sur la base de l'alliance ouvriers médecins.

De quoi s'agit-il ? De ce que la médecine soit aussi une prise de position sur les rapports sociaux, le travail, les conditions de vie dans les quartiers, et un appui à leur transformation. C'est pourquoi nous disons qu'il n'y a de médecine révolutionnaire, réellement au service du peuple, que de médecine qui va jusque là, jusqu'au bout d'elle-même.

Séparer la médecine de la transformation des rapports sociaux, c'est la bourgeoisie qui le fait et qui dresse par exemple la barrière institutionnelle entre la médecine du cabinet - qui répare mais se ferme les yeux - et la médecine du travail qui a le nez dans l'usine mais ne peut soigner.

Et réciproquement, c'est affirmer que l'inscription de la politique révolutionnaire dans la médecine lui rendra sa pleine capacité de combattre la maladie, comme maints exemples de la Révolution Culturelle en Chine l'ont montré.

T.S.V.P. .../...

Par exemple, c'est substituer à la logique bourgeoise du contrôle des arrêts de travail, le contrôle médical du travail lui-même ! Là s'ouvre un nouveau terrain à la médecine, à l'articulation des trois sources de la connaissance: lutte de classes, lutte pour la production et expérimentation scientifique .

INTERDISONS SECUREX ET LES MÉDECINS-FLICS A LA BOTTE DES PATRONS!

VIVE L'ALLIANCE OUVRIERS-MÉDECINS POUR UNE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA SANTÉ A L'USINE !

DÉVELOPPONS LE POLE MAOISTE DANS LA SANTÉ !

•

Quand les nouveaux bourgeois de la CGT jouent cartes sur table...

e xtrait d'un tract distribué à Renault-Cléon le 23-11-77.

« - IL Y A DU TRAVAIL A CLÉON.
- LA RÉGIE VA RÉALISER DES PROFITS IMMENSES EN 1977 PAR NOTRE TRAVAIL.

Exigeons d'en profiter
Discutons de la grève du 1er Décembre
Engageons l'action partout, tout de suite, imposons l'ouverture des négociations, la satisfaction des revendications. »

Voilà comment la CGT espère rallier les ouvriers à sa grève bourgeoise du 1er Décembre: en déclarant clairement qu'il s'agit de récolter les miettes de l'impérialisme, d'avoir une part des profits ! Et bien fou serait celui qui oserait penser à en finir avec le capitalisme, avec l'exploitation ! Non, en bons bourgeois, la CGT pense tout en termes de profits, et ne dissimule pas son impatience grandissante à prendre le fauteuil des nouveaux maîtres du capitalisme.

A Renault-Billancourt, une révolte ouvrière, quand les syndicalistes voudraient seulement une revendication.

Dans le département 38 des usines Renault à Billancourt, la colère des ouvriers a d'abord éclatée quand la direction a annoncé son projet de supprimer l'atelier des caristes en les rattachant aux ateliers où ils travaillent. Ainsi, la direction cassait leur solidarité et avançait dans la volonté de démanteler l'usine de Billancourt.

Les caristes partaient alors en grève. Quand la direction contre-attaque (provocations par la maîtrise, menaces de licenciements, lock-out du reste du 38), les caristes butent sur le problème de l'offensive: leur cible n'est que défensive, et ne peut servir à construire une unité entre départements. Les caristes arrêtent leur grève, avant qu'elle ne s'effrite de l'intérieur. Ce sont alors tous les autres ouvriers du département qui partent en grève pour obtenir un paiement à 100 % du lock-out pour lequel ils n'étaient pour rien. Ainsi la combativité des ouvriers s'affirmait, mais de façon de plus en plus défensive. La révolte était grande; elle conduisait spontanément la majorité des OS à séquestrer Vernier-Palliez (le PDG) un jour où il s'était aventuré secrètement dans l'usine.

Cette initiative, complètement nouvelle à Billancourt depuis la guerre, soulevait l'admiration et la sympathie des ouvriers de toute l'usine qui venaient en masse toute la journée profiter du spectacle. La CGT qui depuis le début du conflit suivait le mouvement, faisait le forcing en fin de journée pour imposer le calme et laisser filer Vernier-Palliez. Elle proposait aux ouvriers du 38 qu'ils utilisent la manifestation syndicale du 1er Décembre comme tribune pour populariser leur mouvement. Ceux-ci acceptaient, et ce seront d'ailleurs les seuls de Renault à venir à cette manifestation. La CGT avait présentée cette action comme ce qui pourrait seul faire avancer l'unité et la force des ouvriers sur toute l'usine, alors qu'il ressortait en fait que cette grève réactionnaire ne faisait que diviser les rangs ouvriers. La CGT avait d'ailleurs une peur bleue d'une trop forte colère des ouvriers: au titre du panneau des maoistes (Vive la révolte des OS du 38), elle répondait inversement: «mais ce n'est pas là une révolte, c'est seulement une juste revendication». Elle voyait bien d'instinct que même la révolte est inquiétante pour un syndicaliste.

Les maoistes sont intervenus essentiellement pour soutenir cette révolte en montrant que la force d'ensemble sur l'usine nécessitait de sortir du seul cadre défensif du 38 pour s'opposer à ce qui aujourd'hui faisait principalement la division et la peur chez les ouvriers (les mesures Stoléru et leur cortège de crimes racistes), pour appeler à se rassembler avec les forces qui allaient déjà dans ce sens: pas mal d'OS de Renault viendront à Barbès, dont, fait nouveau, plusieurs Laotiens.

«LE MARXISTE - LÉNINISTE»
Journal central de l'UCFML.

Publications des Comités Portugal Rouge Ouvrier et Paysan Vaincra
REVUE: Luttes de classes au Portugal
JOURNAL: Nouvelles du Portugal Révolutionnaire et brochures: BP 247-75 564 Paris Cedex 12

Brochures de l'UCFML aux Éditions Potemkine:

- Le mouvement ouvrier révolutionnaire contre le syndicalisme (5F)
- Angola, Cuba, URSS: Internationalisme prolétarien et social-impérialisme (3F)
- Le plan Barre dans la conjoncture (5F)
- Le Maoisme et la situation actuelle en Chine (3F)
- Le Maoisme, marxisme de notre temps. (3F)
- Face aux élections, vive la politique révolutionnaire du peuple des campagnes (2F)
- Une étude maoiste: la situation en Chine et le mouvement dit «de critique de la bande des quatre» (4F)

Publication du groupe FOUDRE:
Feuille Foudre: A. Auger 14 rue du Chateau d'eau 75 010 Paris.

Le «Marxiste-Léniniste» et toutes les publications de l'UCFML aux Éditions Potemkine sont en vente aux librairie:

- librairie POTEMKINE, 2 place Notre-dame du Mont 13 006 Marseille
- librairie FLORÉAL, 121 avenue du Maine 75 014 Paris (métro Gaité)

LE MARXISTE-LÉNINISTE est diffusé par les N.M.P.P.

Directeur de Publication: P. Gonin
Dépot légal 4/77 Commission Paritaire No 56220

ABONNEMENTS ET CORRESPONDANCE:
«le Marxiste-Léniniste» B.P. 278 - 75 827 Paris Cédex 17.
CCP: 3458161 L - La source.
Prix de l'abonnement (sous pli fermé):
(inclus toutes les brochures de l'UCFML parues dans l'année aux Ed Potemkine):
simple : 60 F
soutien: 100F et plus

LUTTE DE CLASSES EN CENTRE BRETAGNE

Dans le «Marxiste-Léniniste» No 17, nous avons déjà rendu compte de la violence de la lutte de classes dans les communes du centre Bretagne à propos du remembrement et de nos premières enquêtes et interventions.

Aujourd'hui, notre liaison politique au peuple des campagnes de cette région s'est renforcée et nous pouvons en dire plus: le front des terres, la question foncière, c'est là que se concentre aujourd'hui l'antagonisme de classe.

Mais d'une part ce front ne se limite pas à la lutte contre le remembrement, et d'autre part, dans sa lutte le peuple des campagnes met sans cesse en avant la question de l'avenir des terres et du travail à la campagne.

MARCHER AVEC LA SBAFER, NON ! NOUS LA COMBATTONS !

Dans les montagnes d'Arrée en particulier et plus insidieusement dans toute la région, l'avant-garde de la bourgeoisie, c'est la SBAFER (Société Bretonne d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural: société para-étatique). Dans toutes les communes, elle prétend être l'«acheteur obligatoire». Chez les paysans pauvres, elle fait le porte-à-porte pour acheter des lots de terre. Pas de vente à l'amiable, de particulier à particulier, sans qu'elle y mette son nez, jusqu'à ce que cela passe par elle, à commencer sur la question des prix !

Une jeune fille de paysans veut s'installer à la terre. Une paysanne voisine qui prend sa retraite propose de lui céder une partie de ses terres. On sait tout de suite que des gros de la commune sont sur l'affaire. La SBAFER et le Crédit Agricole s'en occupe. Conclusion: pas d'emprunt pour la jeune fille, elle n'a pas assez de surface pour prendre ces parcelles !

Voilà à quoi concrètement sert la SBAFER. Qu'est-ce qu'il reste après son passage ? Cet immense GAEC de 300 ha par exemple, qui exploite déjà le travail de 10 ouvriers agricoles. Et dans le village où règne ce «miracle de l'agriculture moderne» (cheval de bataille des bourgeois de tous poils PC, PS, CNJA), à l'ombre de la pancarte qui annonce que la «société» doit son succès à la SBAFER, où les «entrepreneurs» circulent en grosses machines... ou en jeep, un couple de paysans retraités nous disent: «il y a bien des jeunes qui ont cherché à s'installer, mais cela c'est interdit par la SBAFER. La terre, ici, c'est pour le GAEC !».

Dans la même région, la fôrêt bouffe petit à petit toutes les anciennes terres à pature, toutes les landes et tout le monde sait enfin que c'est la SBAFER qui sert d'intermédiaire pour la vente de terres à l'armée. L'histoire de la SBAFER, donc des SAFER en général, c'est vraiment un front de lutte de classes.

On ne peut pas commencer le débat comme essayent de le faire les révisionnistes en disant: «la SBAFER il y a du bon et du mauvais... qui nous achéterait la terre, s'il n'y avait pas la SBAFER... etc».

Les SAFER, la haine des paysans pauvrès de Bretagne le dit clairement, ce n'est pas une «technique», une machine «neutre» dont on pourrait se servir comme on veut. Les SAFER appartiennent aux bourgeois, c'est leur affaire de bout en bout. L'alternative, c'est forcément: marcher avec la SBAFER ou la combattre. Dans le peuple la mobilisation est grande. C'est le mot d'ordre: Attention à la SBAFER... et au bout du compte: Mort à la SBAFER, nous briserons cette machine de guerre contre le peuple !

VIVE LE MOUVEMENT DES JEUNES POUR RESTER A LA TERRE ! VIVE LE CONTROLE DU PEUPLE SUR L'AVENIR DES TERRES !

Dans toute la région, faisant face aux offensives de la SBAFER les contournant, les encerclant, il y a le mouvement des jeunes pour rester à la terre, avec la complicité de masse des paysans pauvres. Il y a les jeunes qui décident de reprendre la ferme de leurs parents, il y a ceux qui reviennent de la ville, il y a ceux qui sont restés au pays et qui doivent, qui veulent, dès maintenant compter sur eux-mêmes, s'installer sur leur propre terre. Ce qui les rassemble tous, c'est qu'il n'est pas question pour eux de reprendre la terre selon les critères que le capitalisme cherche à imposer. Au coeur du mouvement des jeunes, en accord, souvent avec le soutien du camp du peuple, il y a l'antagonisme avec tous les projets bourgeois, la volonté, en reprenant où il en est le dur travail du peuple des campagnes, d'affirmer un autre avenir que celui de l'élimination.

Les critères du capitalisme pour l'installation des jeunes, on les connait: ce sont les critères des «plans de développement» qui conditionnent l'obtention d'emprunts: critère financier, critère de surface, critère de «formation» (un diplome agricole), critère de discipline par rapport à la production agricole capitaliste elle-même, c'est-à-dire produire et commercialiser sous la loi des groupements de producteurs, se soumettre à un centre de gestion, etc...

Mais, quand les paysans riches annoncent «pas possible de reprendre sans au moins 50 ha», les jeunes disent: «10 ha et on démarre». C'est que la première des batailles se mène sur l'occupation de la terre, contre les capitalistes. Il suffit de voir la tête des paysans riches des villages où les jeunes s'installent: ils n'avaient pas prévu cela dans leurs plans et leurs combines !

Avec les jeunes, les capitalistes de la machine agricole, de l'engrais, les capitalistes de l'agro-alimentaire du maquignon à l'abbateur industriel de poulets, peuvent aller se faire voir ailleurs ! Comme le dit le fils d'un paysan moyen décidé à continuer, défendant son droit à être paysan contre les lois bourgeoises du remembrement: «c'est l'esprit de la campagne qu'il faut changer». C'est une façon nouvelle de travailler, dans le peuple, c'est une façon nouvelle d'animer les villages, les veillées, etc... Plus que «vivre au pays», ce que portent les jeunes de ce mouvement, c'est plutôt: «faire revivre le pays, en faisant crever les capitalistes».

Et pour cela, ils s'engagent résolument, aux côtés du peuple des campagnes dans le tissu concret, réel, complexe, de l'antagonisme sur l'occupation des terres.

CONTRE LE REMEMBREMENT, CONTRE LES LOIS BOURGEOISES D'ÉLIMINATION DU PEUPLE DES CAMPAGNES, UNISSONS-NOUS POUR REMPORTER DES VICTOIRES ENCORE PLUS GRANDES !

Les mobilisations dont rendait compte le précédent article du Marxiste-Léniniste (No 17 - Juin 77) sont, nous avons pu le constater, un drapeau pour tout le peuple du centre de la Bretagne: « on a compris, on s'est tout de suite mis d'accord dans la commune pour dire non, pour l'empêcher ! ». Et le débat continue sur ce que signifie concrètement le remembrement dans ces communes, sur le rôle, la vraie nature d'ennemis du peuple des faux communistes du P«C»F et des «socialistes», sur la façon dont les «contestataires» se sont organisés, sur les prochaines échéances, etc...

Durant l'été, c'était plutôt la guerre de position dans ces communes. Les bourgeois ont sans doute, de leur côté, tiré les leçons de l'été chaud de 1975 !

Les maoistes à Rostrenen.

Mais à la St Michel (le 29 Septembre, date des fermages), premières attaques. A X. le bulldozer arrive sur le champ d'un paysan contestataire isolé, entouré de «pour». Ce paysan pauvre est retraité, il n'a gardé qu'un champ, ce champ là, parce qu'il est tout près de sa maison, parce qu'il est planté de 30 pommiers. Il a commencé à y faire son potager. Un champ d'un ha environ. Le voisin immédiat, de l'autre côté du talus, c'est un conseiller municipal. On comprend tout de suite ses projets quand on voit ses deux immenses hangars bordant le champ du paysan pauvre et ce qu'il a fait sur le sien: des pommiers arrachés, une bande de terre labourée, un début d'arasage des talus ...

A la St Michel, tous les contestataires étaient prêts. C'est pour cela que le bulldozer n'a fait qu'un aller et retour et sans s'arrêter ! Une défaite de plus pour les capitalistes, les cumulards de «gauche» de la municipalité ! Le droit du peuple contre les lois d'élimination, de désertification des campagnes a encore gagné !

Oh, tout n'est pas fini: les bourgeois ont essayé de se venger en essayant de faire interner d'office, avec accord du maire «communiste»..., le fils du paysan pauvre, parce qu'il était là, au premier rang, pour régler son compte au cumulard.

De plus, il y a dans cette commune là aussi, et oui, la rivalité PC-PS ! Imaginez la situation: un maire du P«C»F, 6 conseillers de son parti, et 7 conseillers PS !! Et quand on dit qu'à «gauche», c'est une guerre entre 2 capitalismes, entre 2 bourgeoisies, ce n'est pas peu dire. A Trebrivan, la rivalité porte, comme ailleurs, sur l'essentiel: quelle guerre au peuple; dans cette commune, cela veut dire engueulades tracts et communiqués sur le thème: «qui est assez fort ici pour appeler et obtenir la police ? » Et l'adjoint du PS après avoir diffusé ses tracts, intervient dans les rues du bourg pour appeler les partisans du remembrement à s'organiser pour avoir les flics !

Dans l'autre commune (Plounévez) où les plans de remembrement doivent encore sortir, pour la 2ème moitié de la commune, c'est aussi le temps où l'antagonisme éclate ouvertement, où les camps se tranchent, avec leurs intérêts radicalement opposés.

Avant la parution des plans, au nom des capitalistes, de leurs intérêts, la bourgeoisie tente l'intimidation.

Une famille, combattante acharnée contre le remembrement, reçoit une menace de saisie pour deux amendes qu'elle refuse de payer: l'une pour avoir arraché les bornes du remembrement, l'autre pour «menace de mort à géomètre».

Aussitôt, la mère et la fille commencent une grève de la faim dans l'église de la commune. Le débat sur leur initiative ne traîne pas. C'est clair: «il faut emporter l'annulation de la saisie, c'est tout le combat contre le remembrement qui est en jeu». Les maoistes interviennent dès le début, dans le débat sur l'organisation de la mobilisation: avec les femmes grévistes de la faim, avec les paysans contestataires de la commune, avec leur organisation de défense. Nous soutenons la proposition d'une manifestation, et on décide immédiatement d'en saisir les camarades de l'autres commune.

Là-bas, la proposition file comme une traînée de poudre: «on a besoin de cela en ce moment, il faut faire notre unité; Ah ! sûr qu'on va y aller à la manifestation». On parle des autres communes à prévenir, on se partage les tâches.

Mais le soir, à Plounévez, il y a du nouveau. Le maire a écourté ses vacances et se précipite à l'église ! Affolé, il couche les pouces: il promet de ne pas faire appliquer la saisie. Le soir même, les femmes ont arrêté la grève de la faim. Dans la commune, l'idée de manifestation est suspendue. Mais plusieurs choses sont au travail, dans la tête de tout le monde:

- les choses graves vont venir avec la parution des plans, là il faut être prêts, et cette initiative interpelle tout le monde.
- pour faire un camp solide, il ne faut pas se limiter à la commune. Notre camp est régional.

Avec cette initiative, le mouvement de masse est arrivé à une question concrète, vivante pour tout le camp des contestataires: l'unité du camp du peuple des campagnes face à la loi bourgeoise de remembrement. C'est, dans l'espace concret de la lutte des classes, la question du CPAC qui est en fait ouverte, c'est l'axe de l'intervention maoiste dans la période actuelle.

Voilà l'état de la lutte des classes sur les terres dans le centre Bretagne. Haine, mobilisation contre la SBAFER, offensive de la jeunesse, affrontements ouverts ininterrompus contre le remembrement: une bataille prolongée est engagée entre le peuple des campagnes et la bourgeoisie impérialiste avec ses lois expropriatrices au service des paysans riches, des bourgeois des campagnes.

Et le peuple est à l'offensive: c'est encore ce que vient de prouver cette victoire remportée dernièrement à Guingamp: l'affaire remonte à deux ans. Un groupe de paysans, aidés par des jeunes et des militants de Paysans-Travailleurs, arrachent des plants de sapins plantés par un cumulard sur de la bonne terre. Deux ans après, c'était le procès. Plusieurs centaines de manifestants sont dans la salle. La férocité des paysans révoltés, le camp qui s'était fait autour d'eux pendant deux ans étaient tels qu'ils ont fait du procès le lieu de la politique, ce jour là, et toutes les forces qui affichent par ailleurs le plus grand mépris du peuple des campagnes, d'Humanité Rouge au PS, se sont crus obligés d'être là ! Et bien sûr parmi eux les paysans de la commune... avec des sapins dans les bras ! Ordre du président du tribunal à un commissaire: «faites sortir... les sapins !». Réponse du commissaire: «ils ne veulent pas» Alors la séance continue !! Et mieux: les accusés sont reconnus coupables, mais ne reçoivent pas de peine ! C'est une des premières grandes victoires contre la loi anti-casseurs !

L'INTERVENTION DES MAOISTES DANS LA LUTTE DES CLASSES A LA CAMPAGNE AU CENTRE BRETAGNE.

Le mot d'ordre qui commande notre intervention dans ce combat, c'est:

Unité du camp du peuple pour l'occupation des terres !

Transformons la haine, la révolte, les batailles sur les différents fronts en un grand mouvement de masse anti-capitaliste; alors tous les moyens seront bons pour occuper les terres.

Bourgeois, capitalistes, paysans riches: bas les pattes ! Vive la transformation révolutionnaire des campagnes ! Vive la voie de l'alliance ouvriers-paysans: entraide, coopération dans le camp du peuple, commercialisation directe, parallèle avec le peuple des villes !

Et ce que nous mettons en débat, sur les marchés, dans les discussions particulières, ce sur quoi nous menons la lutte idéologique, c'est sur les CPAC: Oui, il faut un centre politique qui représente et dirige toutes les avancées du peuple dans cette voie, contre les deux bourgeoisies, contre tous les projets, toutes les politiques impérialistes !

MENER ET DIRIGER LA LUTTE SUR DEUX FRONTS.

Attaque frontale de la bourgeoisie impérialiste actuellement au pouvoir d'un côté. Attaque frontale de l'ennemi caché, le P«C»F, de l'autre côté.

Nous disons: les violents assauts des paysans de Trebrivan, Plourivo, etc... contre les municipalités où «règnent» les faux communistes, ne sont que les premières vagues. Appuyons-nous sur le maoisme pour combattre jusqu'au bout ses ennemis dissimulés derrière les couleurs du peuple, attaquons, chassons partout, avec leur projet de capitalisme bureaucratique d'État, ces nouveaux bourgeois qui déjà appellent la police contre le peuple.

Dans certaines communes du centre Bretagne, en s'appuyant sur leur parti, les gens du P«C»F se comportent déjà comme s'ils avaient en main l'État social- fasciste qu'il veulent faire peser sur le peuple. «Ceux-là», nous dit une paysanne pauvre, «ils sont au parti pour être conseillers, parcequ'être conseiller, cela leur permet de se partager la terre !». Par rapport au mouvement de masse, leur politique, c'est : s'appuyer dessus pour mieux l'étouffer.

Défenseurs du remembrement, parti des cumulards, qui appelle la police dans telle commune, il «entre» à la mairie ailleurs au nom de la lutte contre le remembrement ! Là où le peuple a rejeté tout plan de remembrement, où par contre la SBAFER monte ses pires offensives, le P«C»F la laisse faire, et les conseillers «communistes» n'ont pas peur de clamer: «la SBAFER, il y a du bon et du mauvais; comme les paysans ne veulent pas s'entendre, heureusement qu'elle est là !». Les gens du P«C»F, ce sont ceux qui tiennent des discours démagogiques sur la défense de l'installation des jeunes, et qui, dans une commune, cherchent à exproprier des jeunes installés à la terre, pour faire une décharge municipale, sur le thème: « les hippies, cela va avec les rats ! ».

C'est cela sa politique à la campagne, une politique de ver dans le fruit qui cherche par les pires détours, à miner l'unité du peuple contre l'occupation des terres par les capitalistes de tous poils à miner l'antagonisme. Bourgeois besogneux des campagnes, avides de remplacer les paysans riches, qui, sur la côte, ont dirigé à leur profit les grandes révoltes des années 60, les gens du P«C»F mettent tous leurs espoirs dans la politique, dans leur parti pour mettre en pratique leurs projets capitalistes, leur course au cumul, au fric, aux grosses machines, à l'élimination des paysans pauvres au nom de la modernisation.

Alors ils ne ratent aucune combine, aucune manoeuvre de cumulard (avec la SAFER ou le Crédit Agricole)... aucune élection qui pourraient leur donner un morceau de pouvoir, un morceau de l'État impérialiste, de l'État de guerre au peuple.

Voilà pourquoi aussi les débats sur comment faire un parti communiste de type nouveau, qui soit un parti du peuple tout entier, et ceux sur le social-fascisme vont si loin avec les camarades paysans.

Aujourd'hui, l'édification du CPAC, c'est donc à la fois l'unité révolutionnaire du camp du peuple et la lutte politique d'ensemble, l'autonomie de la politique révolutionnaire sur les deux fronts, contre les 2 bourgeoisies, les 2 projets de défense de l'impérialisme, de «droite», comme de «gauche».
Et des idées forces sont déjà vivantes dans le peuple des campagnes pour avancer dans cette voie:

- le peuple est un camp, et l'ennemi qu'il affronte tient sa force du pouvoir dans l'État, de sa force politique.
- c'est le feu de la lutte des classes qui tranche sur les partis, les forces, les politiques. C'est là que les positions se tranchent, c'est là que le peuple désigne ses amis et ses ennemis.

Premières interventions concrètes, aux côtés du peuple révolté, dans la réalité de la lutte des classes, travail de masse communiste pour l'édification du CPAC, pour l'occupation des terres, la transformation révolutionnaire des campagnes contre l'occupation des terres par les capitalistes de tous poils: voilà le contenu de la liaison politique de masse des maoistes aux paysans pauvres et moyens du centre Bretagne cet été et depuis.

LE PEUPLE DES VILLES SOUTIENT LES PAYSANS

3 jeunes paysans du Val de Saône ont débouché en 76 un tuyau de sondage de l'EDF. Par là, ils ont montré leur détermination à s'opposer au projet de centrale nucléaire, à ce projet de ruine des campagnes (30 exploitations menacées) et d'attaque de la santé du peuple. Les jeunes paysans ont combattu en première ligne ce projet impérialiste. EDF les a traînés devant les tribunaux. Devant la mobilisation populaire dans la région, le jugement a été léger au pénal (amende avec sursis). Mais l'État bourgeois et son instrument EDF sont plus sournois. Ils préfèrent éxiger de forts dommages et intérêts, ruiner ces jeunes, les chasser de leur exploitation. Ces manoeuvres d'intimidations et d'affameurs du peuple visent tout le peuple de la région, vise à montrer que ceux qui se lèveront contre ce projet risquent d'être écrasés.

•

Pour les maoistes, la lutte contre un projet de centrale, c'est une guerre prolongée (et non une bataille) dont l'enjeu est qui va occuper la terre: EDF, ou le peuple des campagnes ? Cela suppose qu'il faut assurer la protection de la force populaire anti-nucléaire. Laisser faire toute manoeuvre de l'ennemi contre des éléments du peuple, c'est se préparer à court terme à de sérieux déboires. Le calme apparent lié aux élections qui vont décider qui de Mitterrand, Giscard, Chirac, Marchais parrainera la centrale, est aussi le moment où l'ennemi prépare son attaque.

C'est pour cela que les maoistes de l'UCFML et le CPAC ont appelé à descendre dans la rue pour affirmer la solidarité du peuple avec ces 3 jeunes paysans, seuls parce que le front uni n'a pas pu être réalisé avec les comités anti-nucléaires qui estiment devoir attendre les résultats des expertises. Mais on ne peut attendre en faisant confiance à une justice Étatique dont on a vu la pratique dans l'affaire Croissant !

50 personnes ont manifesté avec grande détermination dans les rues de Chalon aux cris de :

Solidarité du peuple avec les paysans de Marnay !
Pas un sou, pas un pouce de terrain à EDF !
La terre au peuple des campagnes, les centrales on en veut pas !
Unité du peuple des villes et des campagnes !

Les prises de parole en ville, les enquêtes ont montré que l'idée d'une telle solidarité était vivante dans le peuple, que l'idée de l'unité du peuple villes-campagnes était écoutée. Ces 50, c'est le début d'une mobilisation plus vaste encore face aux menaces de l'État bourgeois. Il faut y travailler et la réaliser.

Ces 50, c'est l'affirmation concrète que la voie de l'unité du peuple se trace pas à pas à un moment où l'État impérialiste français se démène pour diviser le peuple et attaquer les couches du peuple les unes après les autres. Maintenant il faut travailler d'arrache-pied à réaliser un vaste front uni face aux menaces d'EDF pour remporter la victoire sur ce point.

VIE DE L'ORGANISATION UCFML ET DES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES.

APPEL des ouvriers maoistes de Chalon aux ouvriers et employes de Chalon

Le texte ci-dessous a été diffusé massivement aux ouvriers et employés de Chalon sur Saône. Il est significatif du débat en cours sur l'identité des noyaux: leur capacité à agir au niveau d'ensemble, à être de véritables points d'appui politiques, communistes, pour tout le camp du peuple.

Depuis 68, de plus en plus d'ouvriers et d'employés disent qu'il y a 2 bourgeoisies, pensent que tout ce tapage au sujet des élections, que toutes les manoeuvres actuelles ne sont que l'oeuvre DE POLITICIENS RIVAUX QUI SE DISPUTENT pour savoir lesquels vont nous exploiter après 78.

LA GRANDE RÉVOLTE POPULAIRE DE 68 A OUVERT UNE PÉRIODE NOUVELLE de l'histoire de notre peuple. Depuis 68, nous, OS, OP, employés, hommes, femmes, français et immigrés, avons mené de nombreuses luttes contre les patrons. De beaucoup de ces combats est ressorti quelque chose de nouveau: LA VOLONTÉ QUE CELA CHANGE. Et cette volonté, cette initiative ouvrière, ces idées ont dû affronter en même temps que les patrons LA POLITIQUE DES SYNDICATS ET DU P.C.F.

Force et détermination du Prolétariat International de France.

Trois exemples à Chalon:

GARDY 1976: contre la crise, les bas salaires, les rendements les brimades; on part en grève; on discute de la grève et du programme. Le syndicat et le patron, face à la force qui se lève, font le chantage à la fermeture de l'usine. On reprend le boulot.

CREUSOT-LOIRE 1977: les ouvriers d'un poste ferment les portes, attendent les autres postes pour décider ensemble l'occupation. Pendant une heure, les syndicats, adjoint au maire de Chalon en tête, démobilisent.

DELLE-ALSTHOM 1977: les ouvriers ferment les portes et font un piquet. Le syndicat laisse passer les jaunes et les chefs ! Au bout de 9 jours, on reprend avec peu... plusieurs ateliers recommencent en novembre 1977 !

Camarades, est-ce que toutes ces initiatives, cette combativité, cette volonté d'affronter l'ennemi va toujours se terminer par les manoeuvres syndicales et les cartes déchirées et parfois le défaitisme ?

Il n'en est pas question ! Toutes ces révoltes montrent à la fois LEUR FORCE ET LEUR FAIBLESSE.

Nous, OUVRIERS MAOISTES, nous vous disons: la force nouvelle que contiennent toutes ces révoltes, il faut l'assurer jusqu'au bout. ELLE DOIT DEVENIR UNE GRANDE FORCE POLITIQUE PROLÉTARIENNE qui balaye les bourgeois si nous combattons les faiblesses en CHASSANT LES IDÉES FAUSSES DE NOS RANGS.

Ces idées fausses, cette faiblesse qui fait que malgré toutes ces révoltes héroïques de notre classe, les bourgeois sont toujours au pouvoir, ce sont l'anarcho-syndicalisme et l'ouvriérisme. Il nous faut les combattre.

Deux idées fausses dans nos rangs : l'anarcho-syndicalisme et l'ouvriérisme.

-1) L'ANARCHO-SYNDICALISME, c'est quand on dit: «nous, les ouvriers, on se bat pour nos revendications, on se bat dur, on se battra toujours et on ne fait pas de politique». La politique, c'est quand on va voter pour un politicien une fois de temps en temps, comme en 78.

C'est aussi quand on dit: «nous, on se bat dans notre usine, on a de leçons à recevoir de personne; les autres ont qu'à faire comme nous».

-2) L'OUVRIÉRISME, c'est quand on dit: «on est ouvrier dans cette usine, on se bat pour nous. Dans les autres usines, dans les campagnes, les luttes des immigrés, des femmes, des jeunes, ça n'est pas notre affaire».

Camarades, ces idées sont dangereuses et néfastes pour la classe ouvrière; elles affaiblissent le camp de la révolution et permettent aux bourgeois de reprendre le dessus. Elles ISOLENT LA CLASSE OUVRIERE dans les usines, elles coupent la classe ouvrière du reste du peuple.

-3) NOUS, LES OUVRIERS MAOISTES, nous distribuons ce tract pour vous poser les vraies questions et vous faire des propositions, pas pour vous flatter comme le font tous les bourgeois en ce moment.

-a) Y-A-T-IL les ouvriers de chaque usine chacun dans leur coin avec leurs problèmes OU UNE CLASSE OUVRIERE ?

Quand les patrons veulent licencier à Ventec, les ouvriers de Ventec seront-ils seuls à résister aux licenciements ? Ou bien ce sera l'ensemble de la classe ouvrière de chalon qui se mobilise pour le droit absolu au travail pour tous sur place.

A bas les licenciements ! Droit absolu au travail sur place pour tous ! Organisons-nous pour aller discuter avec les ouvriers de Ventec et préparons une mobilisation d'ensemble !

-b) Y-A-T-IL les français d'un côté et les immigrés de l'autre OU UNE SEULE CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE DEBOUT FACE A L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ?

Quand les camarades immigrés du foyer CASTD à Chalon luttent contre les brimades racistes d'un concierge armé d'un fusil, luttent pour le droit à un logement décent; quand la bourgeoisie attaque les immigrés avec les mesures Giscard-Stoléru, est-ce qu'il y a les immigrés tous seuls debout ou l'ensemble de la classe ouvrière qui se lève ?

Français-immigrés: Égalité des droits politiques !
Organisons des groupes pour aller discuter et soutenir les camarades du foyer CASTD !
Participons aux mobilisations contre les mesures racistes de Stoléru !

-c) Y-A-T-IL les ouvriers d'un côté et les paysans de l'autre?

Quand les paysans, le peuple des campagnes du Val de Saône luttent contre le projet de centrale nucléaire; ils n'attaquent pas les ouvriers comme voudraient le faire croire les syndicats et le P.C.F.; ils attaquent les projets capitalistes de ruine des campagnes; ces projets pour qu'il n'y ait plus que des gros paysans sur de grosses machines et dans de grosses parcelles.

Ce combat est le notre, les paysans sont nos plus proches alliés. Alors, soyons à leurs côtés, travaillons à l'alliance des ouvriers et des paysans !

A bas les projets capitalistes dans les campagnes !
La terre au peuple des campagnes pour produire pour les besoins du peuple !
Organisons des groupes d'enquêtes pour connaître le point de vue du peuple des campagnes !

Soyons aux côtés du peuple des campagne face aux projets capitalistes.

-d) Y-A-T-IL les hommes d'un côté et les femmes de l'autre ?

Quand les femmes combattent pour l'égalité absolue avec les hommes, pour l'égalité dans les salaires, dans le travail et contre le mépris des petits chefs dragueurs et des syndicalistes (qui ne connaissent à leur égard que la plaisanterie sordide), cela concerne toute la classe ouvrière.

Nous devons être de ce combat !
Égalité absolue pour les femmes !

-e) Y-A-T-IL les français d'un côté et les peuples du monde de l'autre ?

Quand le peuple corse se lève pour ses droits à l'existence nationale, quand le peuple Saharaoui combat l'impérialisme français, ils affaiblissent notre ennemi, l'État bourgeois, et sont donc nos précieux alliés pour notre combat !

A bas le chauvinisme ! Vive l'internationalisme prolétarien !
Pas un soldat français hors de France !

Cela veut dire que la politique révolutionnaire, C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE PEUPLE avec toutes ses composantes. L'endroit où se fait cette politique, ce sont les COMITÉS POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES. A Chalon, il existe un CPAC qui pratique cette politique. Alors, camarades, il faut le soutenir.

La question d'aujourd'hui: des ouvriers révoltés sans projet politique, ou le prolétariat à la tête du peuple ?

ETRE LE PROLÉTARIAT, QU'EST CE QUE CELA VEUT DIRE ? Est-ce que les ouvriers ne font pas un seul bloc contre le patron capitaliste qui les exploite ?

NON. Il ne suffit pas de porter un bleu de travail, de revendiquer, d'être contre le patron pour appartenir au camp du prolétariat et du peuple qui lutte contre le capitalisme.

Aujourd'hui, en France comme dans tous les pays, ceux qui luttent contre l'ancienne bourgeoisie au pouvoir (et au premier rang du combat, les ouvriers) se divisent eux-mêmes en 2 CLASSES POLITIQUES et donc en 2 PARTIS POLITIQUES qui ont un projet absolument contraire.

1) LE P.C.F. EST LE PARTI DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE EN FRANCE ET DANS L'USINE, IL S'APPUIE SUR LES SYNDICATS.

Ils disent: organisez-vous pour chasser Giscard et installer comme nouveaux patrons les syndicats et les gens du P.C.F. Ainsi ce sera des vôtres qui seront les patrons: le capitalisme et l'impérialisme français marcheront mieux (fabriquons français) et quelques-uns toucheront une part des profits faits sur le dos des peuples du Tiers-Monde et des ouvriers, en particulier les OS femmes et immigrés.

Quand le P.C.F. veut qu'on élise notre PDG, c'est cela que ça veut dire ! Mettez-nous au pouvoir dans le fauteuil des patrons !

C'est pour ça d'ailleurs que nous vous appelons à ne pas suivre LES MANOEUVRES SYNDICALES DU 1er DÉCEMBRE, où une nouvelle fois, sous couvert de lutte, les syndicats veulent utiliser la classe ouvrière pour les intérêts des bourgeois de «gauche».

2) LE PROLÉTARIAT: c'est la classe de tous les ouvriers exploités, de toutes les nationalités, qui veut diriger la lutte de l'ensemble du peuple de France pour abattre complètement le capitalisme et l'impérialisme français, et empêcher qu'il ne renaisse. Le prolétariat international de France n'a pas encore son parti, ce n'est pas encore une vraie classe politique. Mais, il a COMMENCÉ A LE CONSTRUIRE. Nous, nous sommes des OUVRIERS MAOISTES, organisés dans le noyau ouvrier maoiste de l'U.C.F.M.L. POUR PRENDRE EN MAIN la construction du nouveau parti marxiste-léniniste-maoiste. Nous appelons les ouvriers de toutes nationalités à se mettre au travail pour devenir un vrai prolétariat capable d'être à la tête de tout le peuple.

LÉNINE propage le marxisme révolutionnaire dans toutes les couches du peuple.

Si vous voulez être dans le camp du prolétariat et du peuple, si vous vous posez le problème de l'unité de la classe ouvrière, il faut vous sentir responsables de la construction du nouveau Parti du Prolétariat International de France . C'EST VOTRE TACHE d'étudier cette question et d'y contribuer sans tarder.

Pour cela, participez aux ÉCOLES OUVRIERES du noyau ouvrier maoiste pour s'emparer du maoisme; REJOIGNEZ LE NOYAU OUVRIER MAOISTE pour travailler à construire le parti du prolétariat et du peuple .

Nous vous appelons à en discuter avec les noyaux ouvriers maoistes de l'U.C.F.M.L.

ALORS, camarades, ON NE PEUT PAS ATTENDRE ENCORE et encore en se réfugiant dans la vieille idée syndicaliste: «on ne s'occupe pas de politique; on se bat et on se battra toujours !», parce qu'à chaque fois nous nous faisons voler notre révolte par les nouveaux bourgeois. Il faut SE METTRE AU TRAVAIL POUR ETRE LE PROLÉTARIAT, s'engager dans la voie de l'unité jusqu'au bout entre français et immigrés, entre OS et OP, entre hommes et femmes, entre les ouvriers et le reste du peuple pour abattre le capitalisme et l'impérialisme, pour construire et appliquer le programme révolutionnaire du peuple, pour opposer à la guerre impérialiste la révolution socialiste et la marche au communisme.

A bas le capitalisme et l'impérialisme Français !
A bas la nouvelle bourgeoisie des syndicats et du P.C.F. !
Vive le prolétariat international de France !
Luttons pour construire le parti marxiste-léniniste-maoiste du prolétariat international de France !
Vivent les noyaux ouvriers maoistes de l'U.C.F.M.L. !
Vive le camp du peuple anti-capitaliste !
Vivent les Comités Populaires Anti-Capitalistes !

Le Noyau Ouvrier Maoiste de l'U.C.F.M.L.

NOUVELLES DU GROUPE FOUDRE

Retrempé dans une grave crise politique, le groupe Foudre achève une phase de bilan et de reconstruction. Il a fait parvenir à notre journal le texte suivant :

Foudre éxiste.

Voici ce dont on veut ici tout d'abord témoigner en annonçant la parution d'une nouvelle série de la feuille Foudre. Et pendant qu'on y est, précisons tout de suite le sommaire de son premier numéro:

- quelques remarques et un tableau sur des films de la saison 76/77.
- le cinéma révisionniste (Mado, 1900, affiche rouge ...).
- les films du tiers-monde.
- Beaubourg: monument de notre temps / entreprise culturelle étatique.
- A propos de l'Aquarium et de la jeune Lune.
- Lettre ouverte aux cinéastes progressistes.
- Foudre: une crise, un bilan, une unité de type nouveau.

Ce numéro est disponible depuis quelques jours.

Car c'est un fait, il y a eu une grave crise à Foudre comme en témoigne la feuille par l'article qu'elle y consacre. Une crise liée à d'importantes difficultés pour assumer les tâches propres de Foudre dans la nouvelle conjoncture d'ensemble ouverte par la mort de Mao Tsé Toung et caractérisée, entre autre, par l'émergence du courant «nouveaux» philosophes, et l'échéance rapprochée des élections de 78.

Une crise qui s'est soldée par une scission à partir de laquelle s'est engagée, pour ceux qui sont restés, un travail de bilan et de refonte du groupe portant sur quatre points essentiels:

-1) La question de la cible, telle qu'elle se donnait dans le passage nécessaire d'une dénonciation de la mode rétro et séxo-fasciste, à l'organisation d'une critique conséquente de l'offensive révisionniste au cinéma.

-2) La question de la liaison de Foudre aux masses, le rapport du groupe à la politique de classe: les masses populaires et leurs mouvements.

-3) La question de la liaison aux artistes.

-4) Celle enfin de l'édification organisationnelle, du rapport à l'UCFML et les difficultés rencontrées à Foudre pour s'édifier en organisation nationale.

Travail qui est loin d'être terminé. Néanmoins, c'est à ses premiers résultats que l'on a voulu donner forme par la reparution.

Faisant retour sur les obstacles de l'ancien groupe pour appréhender le courant révisionniste, la feuille tente d'en systématiser les raisons de sa percée et son unité formelle. Tel est le sens de l'article sur le cinéma révisionniste.

Face à ce courant et au travers d'une question précise (qu'est-ce qui fait qu'un film du tiers-monde nous parle ici - Noua - ou reste pris dans l'étrangeté - Émitaï) le groupe a trouvé juste de mettre l'accent sur ce qui, constitué comme vis-à-vis contradictoire, s'est néanmoins donné comme représentation alternative du peuple: le cinéma du tiers-monde.

Outre le cinéma, on y trouve également une approche du phénomène Beaubourg et à travers lui la question du monument. Autre extension, la question du théâtre avec la pièce montée par la troupe de l'Aquarium («la jeune lune») et qui cette fois s'effectue à plus long terme dans le cadre comme, sur un autre mode, la lettre ouverte aux cinéastes progressistes.

Voilà brièvement le contenu de la feuille.

Par ailleurs, ce travail de bilan intègre aussi une redéfinition de la feuille qu'il est bon de préciser ici.

Tirant bilan de l'ancien mode de fonctionnement, le groupe se propose d'ouvrir ses colonnes à des gens extérieurs à Foudre: tel est notament le sens à accorder au fait que désormais, dans leur majorité, les articles seront signés . Comme on l'a dit on tire ainsi leçon: l'ancien mode de fonctionnement présupposait qu'avant toute parution d'article il y ait unification de l'ensemble des membres de Foudre sur ses orientations générales (ce qui demeure notre règle), mais également sur les détails et le style même des articles. Ce principe est exhorbitant dans l'état actuel des positions marxistes révolutionnaires sur l'art et la littérature. Il a eu pour seul effet de bloquer toute parution, l'unité étant reportée de divisions en divisions.

Dans les derniers temps notament, cela s'était fait ressentir de façon très aigue du fait même de la conjoncture. Confronté à toute une série d'oeuvres «intermédiaires», le groupe s'était vu incapable de faire l'unité sur une quelconque prise de position.

Sur ces films-là, la feuille revient («quelques remarques et un tableau») et compte revenir.

Mais dans l'ensemble et pour règle générale, le groupe adopte le principe d'une ouverture de la feuille, proposition qui vaut bien sûr pour les lecteurs du Marxiste-Léniniste. Aussi terminerons-nous en indiquant sur quoi la feuille compte prochainement intervenir en espérant ainsi rendre possibles des contributions extérieures - naturellement situées dans la référence générale au marxisme-léninisme-maoisme et la révolution prolétarienne:

- la question du cinéma allemand (Wenders, Herzog, Syberberg, Fassbinder, Straub...).
- «Padre padrone», «des enfants gâtés» (du révisionnisme encore une fois).
- «Le fond de l'air est rouge», «Chinois, encore un effort».
- «Harlan County, USA», «Wives».
- l'exposition Courbet au grand palais.
- Examen des catégories de: «centrisme», «progressisme», «révolutionnaire», «réactionnaire»... en jeu dans l'analyse des films.
- entretien sur une tentative de film progressiste utilisant les genres populaires: «L'usine des vampires».

Feuille FOUDRE
REVUE TRIMESTRIELLE DU GROUPE FOUDRE, GROUPE MAOISTE D'INTERVENTION DANS L'ART ET LA LITTÉRATURE.

- Pour toute correspondance: A. Auger, 14 rue du Château d'eau 75 010 Paris.
- ABONNEMENTS: - simple: 20F (un an) - soutien: 50F, 100F, et plus.

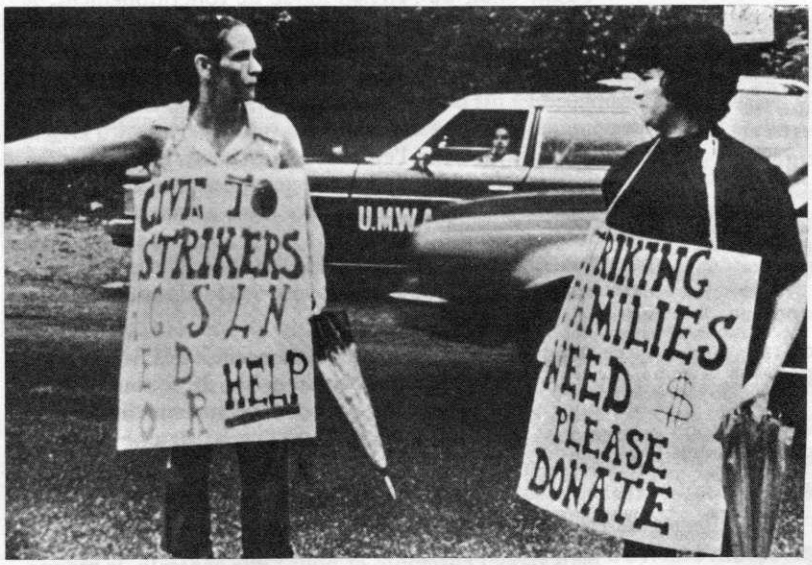
ART, LITTERATURE et CULTURE.

UN FILM : Harlan County USA

Harlan County est loin d'être un film maudit. Primé, il a eu l'Oscar, reconnu, tolérable, par une Amérique où le droit de tout dire ne traverse nullement celui de tout faire, il s'impose par une puissance d'œuvre classique, une capacité à montrer le peuple, non seulement dans sa multitude, sa force, mais sa réalité cruciale.

L'histoire d'une grève dans un village de mineurs aux USA depuis le début du 20ème siècle, histoire des femmes de mineurs, Harlan County est un film qui montre tout cela : ces aspects, ces segments, sans que jamais, parce qu' il s'agit de l'Histoire, que chaque moment tire et pousse sur ses liens à l'Histoire, on ait devant les yeux les fragments, la découpe froide dont la constitution par l'œil et le son, par le voisinage objectif de l'enquêteur et de l'enquête abat généralement la force dans le corridor gris d'une vision oubliable. Ce n'est pas un film documentaire dont on dit ensuite : «voilà encore un peu d' actualité, un point de vue objectif ou engagé sur une grève».

T.S.V.P. .../...



TROIS THESES

Film à trois thèses et un moment. Les trois thèses : le prolétariat américain a une histoire ; la grève est l'affaire de tout le peuple, et les femmes sont celles qui portent le point de vue du peuple ; la lutte contre le capitalisme est indéfinie. Thèses d'inégale valeur. Un moment : inoubliable. Ce moment, nous en parlerons, marque la conscience au fer rouge du pour-toujours. Jamais plus à l'avoir vu on ne l'oubliera. Et ce moment, logé au creux du film, en déséquilibre l'ordre réaliste et agit sur la division en nous d'idées très intimes dont on ne parle guère : le malheur, la douleur.

L'AUTRE AMÉRIQUE

Trois thèses. La première : l'autre Amérique. Celle du prolétariat. Celle de la misère et de l'oppression. Contre cette Amérique qu'on nous rabache «moderne», contre cette classe ouvrière qu'on nous présente muette et nantie, voilà les gens d'Harlan County. Mineurs misérables, mines pareilles à celles du 19 ème siècle en Europe, dangereuses, mortelles, bricolées scandaleusement pour en tirer le maximum de profit avec l'homme, l'ouvrier qui en fait les frais. Prolétaire américain avec son parler différent, son accent, ses masures sans eau courante. Et tout cela n'est pas le cloaque exceptionnel d'une misère marginale, mais le quotidien d'un siècle et demi de toute cette Amérique. Le peuple prolétaire est en lutte. A cette autre Amérique correspond une autre histoire : grandes grèves armées de 1933, morts, haine, conscience de classe. Conscience de classe, conscience révolutionnaire marxiste dont l'histoire vaincue est tue à partir de la 2 ème guerre mondiale, de l'union sacrée impérialiste, de la guerre froide. C'est cette histoire que le peuple d'Harlan proclame véritable, existante et en mémoire vivante : Vieux mineurs à quart de poumon qui en chantent la complainte et blues de révolte, chant de partisans de cette Amérique où le poumon malade de la mine trouve contre les patrons sa survie et sa victoire. Autre Amérique, autre force. Présence, exceptionnelle dans les films US, de l'histoire du peuple, du communisme, de la mémoire qui survit, parce que sans doute il a chance de revivre.

LES FEMMES

Mais cet accent du peuple, et c'est la seconde thèse, ce sont les femmes qui le rendent vivant et qui l'actualisent. Les femmes sont la grève côté ville, côté État, côté Police, côté lien du peuple. Femmes jamais vues, vivantes, complexes, arc boutant leur force, leur humour, leurs souvenirs, leurs débats, leur ténacité, pour faire de la grève déclenchée la grève du peuple. Femmes jamais vues, femmes de la misère, déformées et renforcées par la vie dure ; usées, «abimées», pas vaincues, retournant leur histoire comme une arme, à travers qui passe un élan, une force de vie prolétaire qui balaye le modèle féminin si en cours. La vie en elles est la beauté même, la gravité : leur grâce. Tandis que leur vivacité, leur volonté d'aboutir et de vaincre vêt plus brillamment que n'importe quel atour la masse imposante de leur corps, les frisettes américaines de leurs bigoudis, leur visage décharné. Point de division, de déchirement de la toile de civilisation convenue, ces femmes du peuple portent en elles, par-delà leur volonté de rallier le village aux piquets de grève, par-delà le point de vue du peuple, le motif tangible d'une autre voie, d'une autre vie. A travers leurs débats, stations d'intensité où le document devient crise, croisée des chemins, c'est la vie interne du peuple dans sa capacité à être autre qui se pose.

L'ENNEMI PAR TROP ÉTERNEL

Face à eux l'ennemi, les patrons, les jaunes, nervis armés, le syndicat de gangsters, les assassins, les exploiteurs. L'ennemi séculaire, éternel et (voilà où le film nous manque) indestructible. Car, malgré ce que le point de vue des femmes porte en lui d'autre, de différence irréversible, pour le film, violente, cette vision autre des choses ne s'alimente que de l'existence indéfinie des patrons. Luttes indéfinies aussi auxquelles rien ne semble venir donner une victoire définitive, un terme fondé sur la destruction de l'adversaire. Absence de l'idée de la destruction de l'ennemi. Les auteurs du film, sympathisants évidents de la lutte indéfinie et identique contre le patronat immortel, développent par séquence une vision politique contestable.

L'autre force, l'alternative, ils l'ont, malgré eux, définitivement montrée. C'est la force du peuple dans ses femmes, ses hommes, son histoire.

Histoire jamais abstraite : moment inoubliable. Celui où une femme, son beau visage amaigri, comme au détour d'un propos sur un tout autre sujet, trace le chemin enflammé de sa propre histoire : «Je n'ai jamais pu aller à l'école» dit-elle à peu près par hasard, «nous n'avions pas d'argent, pas d'habits». Et sur ces mots sa douleur ancienne brûle, sa révolte, l'oppression qu'elle subit et que tous subissent, celle d'une vie arrachée par le capital. Et nous autres, spectateurs révolutionnaires, savons dans ce moment bref que le malheur dû à l'exploitation, à l'oppression, la révolution le détruira, que la révolte le combat et le divise, mais que cette douleur, ce cri livré comme de côté dans la pudeur ardente de cette femme, il faudra toute la dictature du prolétariat, tout le socialisme et ses luttes pour l'abolir.

Natacha Michel

LA SITUATION ACTUELLE AU PORTUGAL:
UN POINT D'APPUI MAJEUR
POUR L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Depuis 1974, il existe en France, un débat de masse de grande ampleur sur les processus révolutionnaires en cours au Portugal, sur les enseignements à en tirer pour ici. Les Comités Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincra sont issus de là, de la nécessité de constituer le point de vue du prolétariat en point de vue dirigeant dans ce débat.

Les Comités P.R.O.P.V., dans deux articles dont celui-ci est le premier, vont développer pour les lecteurs du Marxiste-Léniniste, leur analyse d'ensemble sur la situation politique au Portugal, et les tâches qui en découlent en France pour l'internationalisme prolétarien.

Le plan d'ensemble du texte est le suivant:

1) Rappel succint des caractéristiques de la première période du processus révolutionnaire portugais: du 25 Avril 74 (chute de Caetano) au 25 Novembre 75 (disparition du «mouvement des forces armées» - MFA).

2) Étude détaillée du processus politique depuis le 25 Novembre 75 jusqu'à aujourd'hui:

-A. Le jeu des forces politiques bourgeoises dans la période du gouvernement «socialiste» de Soares.

-B. Les principaux points d'appui de la politique révolutionnaire du peuple:

a) les commissions de travailleurs

b) les coopératives paysannes du Sud

3) L'orientation et les tâches politiques des Comités P.R.O.P.V.

Cet article, soulignent les Comités P.R.O.P.V., n'a pas pour objectif principal de donner une information sur le Portugal. Il vise surtout à montrer que la situation de classe actuelle est au moins aussi riche d'enseignements politiques pour tous les révolutionnaires prolétariens, que celle qui a immédiatement suivi le 25 Avril 74.

Aujourd'hui plus que jamais, il faut apprendre du peuple portugais, et appliquer ici ces enseignements. L'internationalisme en Europe a toujours le Portugal comme point d'appui majeur.

Bref historique : 25 avril 74 - 25 novembre 75

LE 25 AVRIL 1974,

le gouvernement fasciste de Caetano était renversé par un putsch militaire. Des officiers de l'armée coloniale en déroute en Afrique, regroupés dans le MFA (Mouvement des Forces Armées), en sont les auteurs. Caetano tombe sans coup férir. Les masses envahissent aussitôt la rue, pourchassant les représentants de la police fasciste, attaquent les sièges de la PIDE (1). Les militaires appellent le Parti Communiste et le Parti Socialiste au pouvoir, en même temps que la droite classique.

Ce putsch a 2 caractéristiques particulières (qui feront l'objet d'une lutte idéologique intense en France et au Portugal) :

- ses causes sont internes, en dernier ressort, à la situation de classe au Portugal. Certes, la lutte armée des peuples d'Afrique a été un important soutien au peuple portugais contre l'État fasciste. Mais l'amplification, en 73 et 74, des manifestations anti-colonialistes, des grèves étudiantes, des grèves ouvrières (qui se succédaient depuis 1971) est ce qui décide l'armée à intervenir dans la vie politique en substituant un régime militaire au régime fasciste laminé et déconsidéré.

- ce putsch vise à «éviter des convulsions sanglantes à la nation» (déclaration du MFA). Il cherche à prendre de vitesse le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans, à rendre la bourgeoisie maître de ce qui se passera dans «l'après-fascisme». Il n'y a pas là une «nouvelle voie» de la révolution, mais une tentative – à certains égards «classique» – d'enrayer la révolution. L'élément de nouveauté tient tout entier dans l'alliance privilégiée qui s'instaure, entre pouvoir militaire et Parti Communiste, pour imposer un ordre bourgeois stable.

LA PÉRIODE DU 25 AVRIL 1974 AU 25 NOVEMBRE 1975

est une période de vastes mouvements de masse politiques du peuple – les premiers de ce type en Europe. Le prolétariat intervient, à échelle nationale, comme force politique autonome et comme noyau influent un large camp révolutionnaire – où les paysans jouent un rôle décisif. Émergent DANS TOUT LE PAYS des directions démocratiques révolutionnaires issues du mouvement de masse : les Commissions de Travailleurs constituées dès les premières vagues de grèves de 74 ; les Commissions de Quartier organisées au cours du mouvement d'occupation des maisons vides ; les groupes de travail et les Commissions directives, qui se forment au cours des occupations de terre dans le Sud et qui dirigent l'édification des coopératives de production sur les terres occupées.

A l'intérieur de cette période, il faut détacher le temps qui va DU 11 MARS 75 AU 25 NOVEMBRE 75. C'est le temps d'un gouvernement conjoint PCP-MFA qui proclame que «la révolution SOCIALISTE est en cours». En fait, ce gouvernement a pour plan de rétablir une stabilité étatique bourgeoise en instaurant le capitalisme d'État, en embrigadant les masses dans l'alliance militariste «peuple-

(1) - PIDE : nom de la police politique fasciste

MFA», et en réprimant frontalement tout ce qui s'oppose à ce double projet. Nationalisations capitalistes (de la banque et des secteurs fondamentaux de l'industrie portugaise) ; promulgation d'une loi de Réforme agraire capitaliste pour le Sud ; campagne pour des «batailles de la production» ; commandos anti-grèves ; emprisonnement massif des révolutionnaires maoïstes : ce gouvernement s'illustre par une politique cyniquement, froidement anti-populaire. Il se fait haïr des masses. Il est renversé par une coalition de la petite-bourgeoisie parlementariste dans l'armée et de la bourgeoisie libérale, à la suite de la levée en masse contre lui des paysans du Nord justement révoltés (août 75) (2). Il tente de se rétablir par un coup de force militaire le 25 Novembre 75 qui aurait ramené la coalition MFA-PCP au pouvoir. L'échec de ce coup (divisé et sans véritable appui de masse) ouvre finalement la voie à un gouvernement PS. Le MFA disparaît de la scène politique.

LE 25 NOVEMBRE 1975

est une date charnière. Cette tentative de putsch a, sur le mouvement de masse, des effets profonds et prolongés. Pourtant, dans les masses, le 25 Novembre même, il ne s'est pas passé grand chose : des discussions, une incertitude sur les forces à l'initiative du coup (le PC, l'extrême gauche ?), dans quelques rares cas, des tentatives de masse d'obtenir des armes du MFA — qui les leur refuse. Dans cette affaire, il est apparu, après coup, que la question du pouvoir d'État se réglait exclusivement entre cliques bourgeoises, et que le MFA n'était pas ce que beaucoup avaient cru qu'il était et qu'il serait : une sorte de bras armé du peuple révolutionnaire. Des Commissions de Travailleurs se sont mêlées de ce réglement de compte : il apparaît aussi que leur autonomie n'était donc pas complète. De fait, en 74-75, le mouvement populaire invente, est à l'offensive, mais son autonomie EN MATIERE DE POLE POLITIQUE PROPRE, et de force spécifique sur la question du pouvoir d'État n'est pas constituée. La voie de «l'apartidarisme», de l'«alliance peuple-MFA» a semé la confusion sur ce point. Les évènements du 25 Novembre éclairent brutalement l'impasse que cette voie représente. Ils ouvrent une période décisive de bilan de masse.

LA PÉRIODE DU 25 NOVEMBRE A AUJOURD'HUI cumule les problèmes de ce bilan du 25 Novembre dans les masses, une réorganisation de la conjoncture politique liée au brusque aiguisement de la crise du capitalisme, et la nécessité, pour les masses, de se défendre pied à pied contre une offensive bourgeoise de grande ampleur.

Aujourd'hui, ce qui cherche à se définir, c'est la politique de masse autonome de défense des acquis révolutionnaires, LES MOUVEMENTS DE MASSE POLITIQUES DE DÉFENSE DE LA «RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE», DANS UNE PÉRIODE DE CRISE ÉCONOMIQUE TRES AIGUE.

A- Le plan bourgeois : politique de Soares

Licenciements massifs, misère et faim, ruine en cours de dizaines de milliers de paysans pauvres, des salaires réels redescendus au niveau de 1968, plus de 600.000 chômeurs (sur environ 3,5 millions de travailleurs), c'est cela le solde, pour le peuple au Portugal, de la politique du Parti Socialiste au pouvoir.

En 1976, le Parti Socialiste avait défini un «programme de gouvernement : amélioration des conditions de vie des masses ; défense intransigeante de la liberté et de la démocratie ; vaincre la crise, sauver la révolution et construire le socialisme.

Sur cette base, en 1976, les masses lui ont fait confiance. Cette voie parlementaire, d'opposition au fascisme et au social-fascisme, permettait à Soares de se constituer, frauduleusement, une base d'appui : en 1976, le Parti Socialiste était le parti qui avait le plus de sympathies dans le peuple, en particulier chez les ouvriers eux-mêmes.

C'est bien cette voie promise de la «démocratie» qu'a suivi Soares : il sue sang et eau pour établir une «concertation», une «collaboration» entre les partis de la bourgeoisie, les organisations des patrons, et les masses. Mais cette démocratie bourgeoise, ces concertations, cela veut dire, en actes, une féroce politique anti-populaire, alignée sur les diktats des impérialistes. Soares met en œuvre une politique définie par l'OCDE et le FMI (3), c'est-à-dire par l'impérialisme américain et les puissances impérialistes secondaires (au 1 ier rang : la République Fédérale Allemande, la Grande Bretagne, le Japon et la France).

Juin 75 : au moment de la venue de Costa Gomez à Paris, 1 ière manifestation des Comités PROPV : pour la libération des 500 antifascistes et maoïstes emprisonnés par le gouvernement MFA-PCP.

Ceci doit faire réfléchir les actuels ralliés, en France, à Mitterrand : de ceux qui croient que le Parti Socialiste ferait une politique plus «sociale» que Giscard, à ceux qui croient que le PS représente une alternative populaire. Il importe de combattre activement ces illusions, et pour cela de s'appuyer à fond sur les leçons du Portugal : prendre au sérieux les questions actuelles de la politique en France en étudiant la politique RÉELLE des différents partis au Portugal.

B- Le plan bourgeois : diktat de l'impérialisme

Le plan fixé par le FMI pour 1978 en échange de l'octroi au gouvernement Soares D'UN NOUVEL EMPRUNT prend la forme d'un véritable DIKTAT de l'impérialisme. Les points principaux en sont :

1. UNE RÉDUCTION DE MOITIÉ DE LA CONSOMMATION DE BIENS ALIMENTAIRES : le plan prévoit qu'elle devrait passer de 35 millions de contos à 18 millions de contos. Or, la moitié des produits alimentaires est IMPORTÉE par le Portugal. Ce qui donne aux impérialistes toute capacité D'AFFAMER ET DE RATIONNER LE PEUPLE PORTUGAIS, avec le plein accord du gouvernement «socialiste».

2. PAS D'AUGMENTATION DE PLUS DE 3,5 % A 4% DU TAUX DE CROISSANCE DU PRODUIT INTERNE BRUT : autrement dit, le Portugal doit produire moins. Ce qu'il faudra augmenter,ce sont les investissements impérialistes (4) , l'exportation des marchandises utiles aux impérialistes. De 1976 à 1977 , le PIB (5) avait augmenté de 5,1 % environ (à travers l'augmentation de la production de biens d'équipement ; et malgré une baisse importante de la production agricole).

Une des «propositions» du FMI est de diminuer l' investissement — à travers une diminution forcée de l'achat de biens d'équipement en particulier. Ceci pour lutter contre la constitution de stocks.

Parallèlement, l'escudo sera à nouveau dévalué. L' application de cette orientation signifiera de nouvelles fermetures d'usines, un chômage encore plus massif, en même temps que de nouvelles «batailles de la production» imposées aux ouvriers qui resteront.

3. RÉORGANISATION DE L'ÉCONOMIE PORTUGAISE EN FONCTION DES BESOINS DES MARCHÉS IMPÉRIALISTES : transformation des importations (diminution énorme, on l'a vu , de l'importation alimentaire) et des exportations. Le secteur de l'industrie textile (dont les débouchés étaient surtout extérieurs) est ainsi en passe d'être massivement liquidé, parce qu'il n'offre plus d'intérêt pour les impérialistes.Le prix pour le peuple portugais en est : 27000 licenciements ; fermeture massive des usines, petites et moyennes, qui dominaient dans ce secteur.

4. L'application de ce plan suppose la conclusion d'un «Pacte Social» entre cliques bourgeoises, en particulier d'un accord avec le PCP et l'Intersyndicale CGT.

Il s'agit pour les impérialistes de tirer parti de la crise pour détruire peu à peu les forces productives les plus archaïques (qui demeurent nombreuses au Portugal), et de soutenir une réorganisation du capitalisme portugais dans la

logique du marché et des investissements les plus profitables pour eux. Sauver le capitalisme portugais pour le mettre en coupe réglée. Dans ce cadre, LES IMPÉRIALISTES N'ONT PAS LE PROJET DE REVENIR SUR LA CONSTITUTION D'UN IMPORTANT SECTEUR DE CAPITALISME D'ÉTAT (instauré en 75 par les nationalisations du PCP et du MFA) (6). Ce qu'ils veulent c'est maintenir la coexistence entre ce secteur et le capitalisme privé, tout en assurant un pur «libre» développement du capitalisme privé.

La bourgeoisie portugaise dans son ensemble n'a d'autre issue viable à la crise que celle qui repose sur le financement par l'impérialisme américain et européen , et donc sur l'acceptation de ces plans.

Il n'y avait pas non plus jusqu'à présent de politique de rechange qui puisse être bâtie sur les intérêts d'une seule fraction de la bourgeoisie : c'est pour cela que depuis 2 ans, le gouvernement Soares vacillait mais ne tombait pas. Pour cela aussi que sa chute ouvre une impasse politique.

Les USA ou l'Allemagne ont jugé préférable jusqu'à présent d'avoir affaire au gouvernement d'un État de type parlementaire ; confrontés à cette orientation de l'impérialisme, tous les partis de l'ancienne bourgeoisie sont profondément divisés (à l'exception du CDS — parti de la restauration fasciste pure et simple). Ce qui les déchire et qui a conduit à la chute actuelle de Soares, c'est la question des rapports avec le PCP :

- le Parti Socialiste s'est scindé — à propos des questions de la campagne — entre une fraction minoritaire partisan du projet du PCP (la fraction Cardoso) qui a été exclue du PS et une fraction partisan du capitalisme libéral (le projet Barreto).

- le PSD (7) s'est coupé en deux — à propos des questions de l'industrialisation et des banques : une fraction minoritaire (autour de Sa Carneiro) hostile à toute entente avec le PCP, hostile au maintien d'un secteur nationalisé ; et une majorité d'accord pour collaborer avec le PCP autour du plan pour 78.

- la CIP (organisation des patrons portugais) a récemment pris position dans le même sens que la minorité du PSD : en se plaignant amèrement de la nationalisation des banques et du peu de marge de manœuvre, selon eux, du capital privé.

Dans cette conjoncture, LE PCP a pour politique de chasser deux lièvres à la fois :

- D'un côté, il accepte (en passant un accord secret avec le PS) les plans du FMI pour 78 — en échange du maintien absolu du secteur nationalisé et des formes de pouvoir qui y sont les siennes (Commissions de contrôle ou de gestion des entreprises nationalisées et des usines «interventionnées») (8), en échange du maintien des coopératives de production sous son contrôle dans les campagnes du Sud. Ces deux secteurs constituent, depuis l'année 75, sa base sociale propre, les bases du développement du capitalisme bureaucratique d'État.

- De l'autre côté, il appelle les masses à manifester dans la rue contre l'impérialisme, contre le FMI. Ceci dans l'hypothèse où le CDS (9) et le PSD réussiraient enfin (après la chute du gouvernement Soares) à établir un gouvernement propre. La tendance actuelle est en effet à une violente agitation de la part de ces 2 partis qui attaquent, eux, les plans du FMI — à cause du maintien du secteur nationalisé, et du tort que causeront ces plans aux petits et moyens capitalistes. Ils font du remue-ménage dans l'armée, conspirent, complotent. Leurs hommes (Pires Veloso - ex chef de la Région Militaire du Nord ; et Loureiro dos Santos - ex second Eanes) ont été l'un muté, l'autre «démissionné» par Eanes. Soares tombé ne se fait pas faute de rappeler, avec morgue, que l'argent du FMI est jusqu'à présent lié au consensus bourgeois autour du PS, et à la conclusion d'un accord avec le PCP. LA LOGIQUE DE LA RIVALITÉ EST DONC A LA FOIS ACCENTUÉE, ET PARTIELLEMENT PARALYSÉE, PAR LA DÉPENDANCE DE LA BOURGEOISIE PORTUGAISE A L'ÉGARD DE L'IMPÉRIALISME.

Retour de Soares, gouvernement d'économistes autour d'Eanes, ou nouvelles élections, (et sans doute les 3 tentatives successivement) ne feront que prolonger cette situation.

Les problèmes particuliers de la constitution de la force politique du peuple

1

L'effet principal du 25 Novembre a été la possibilité pour Soares de constituer une base de masse à la voie parlementaire qui se présentait contre les deux bourgeoisies, contre les projets fascistes et la menace social-fasciste.

Cette situation montre la danger que représentent les tentatives «centristes» de type Mitterrand, et la nécessité d'ouvrir dès maintenant en France la critique de masse de son projet.

Le ralliement à Soares a en effet partiellement bloqué et ralenti la progression du pôle politique révolutionnaire. Un grand nombre de Commissions de travailleurs , de quartier, de coopératives de production agricole sont passées après le 25 Novembre sur des positions de soutien au PS, ou ont disparu — étant alors remplacées par de fausses CT entièrement aux mains du PCP.

2

LA POLITIQUE DE SOARES A DÉNATURÉ CE QUI, POUR LES MASSES, SONT DES ACQUIS POLITIQUES OU SOCIAUX D'APRES LE FASCISME : l'existence des Commissions de Travailleurs ou de quartiers comme organes de la volonté populaire ; le contrôle ouvrier de masse sur les capitalistes des usines et des banques ; l'occupation des terres par les paysans du Sud ; la hausse des salaires ; l'abaissement des horaires de travail ; l'établissement et le respect des contrats collectifs de travail (entre l'État, les capitalistes et les travailleurs).

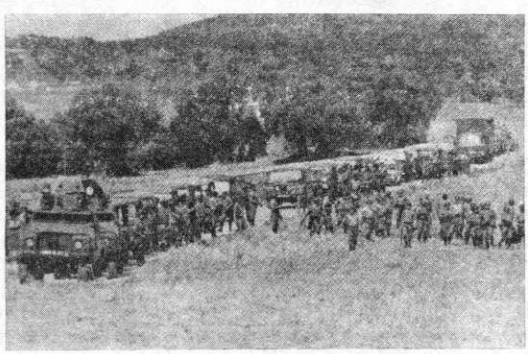
Elle a suscité des lignes de résistance populaire, un début de critique de masse de Soares, de clarification du fait qu'il ne peut pas être le parti du prolétariat, que sa politique n'est pas celle du peuple.

Les enquêtes menées par les Comités PROPV en juillet-aout 77) au Portugal ont permis de dégager un certain nombre de tendances et de fronts qui sont, à notre avis, les points sur lesquels se joue la poursuite de la lutte des classes aujourd'hui au Portugal.

← D'un côté, Soares lève le poing ...

De l'autre, il lache la GNR contre les paysans révolutionnaires du Sud (septembre 77).

↓



(2) - Sur la légitimité et la portée historique de cette vaste révolte paysanne de masse, cf. «Nouvelles du Portugal Révolutionnaire» No1 (septembre 75).

(3) - OCDE : Organisation pour le Commerce et le Développement Économique
FMI : Fonds Monétaire International
Ces deux organisations sont des organisations d'entente économique et financière inter-impérialistes.

(4) - Le code des investissements étrangers a été récemment «assoupli»

(5) - PIB : Produit Interne Brut

(6) - Selon l'OCDE (rapport de 1976) : «la place du secteur public n'est pas devenue sensiblement différente de ce qu'elle était déjà dans de nombreux pays européens (France, Italie etc...)». Pour l'impérialisme, le capitalisme d'État a pour aspect principal, sur le plan économique, d'avoir développé la concentration du capitalisme portugais, ce qui lui permet d'intervenir plus facilement dans l'économie portugaise.

(7) - PSD (ex-PPD) : Parti du capitalisme privé, surtout des petites et moyennes entreprises et des commerçants.

(8) - Soutenues par des capitaux d'État.

(9) - CDS : Parti de la restauration fasciste et d'une fraction du grand capital monopoliste.

A- LES COMMISSIONS DE TRAVAILLEURS ET LE PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE

Manifestation appelée par le Secrétariat (provisoire) national des Commissions de Travailleurs : Lisbonne, 1 ier Août 1975.

1. Les démarcations de masse se tracent aujourd'hui en premier lieu sur la question des Contrats, ou Accords Collectifs de Travail (CCT et ACT). Ces contrats avaient été arrachés de vive force en 1974 et 75 à l'État et aux capitalistes, et portent sur l'augmentation régulière des salaires, et sur plusieurs points (comme le paiement des heures supplémentaires) qui relèvent de la lutte contre les conditions fascistes d'oppression dans les usines et les entreprises. Ancienne et nouvelle bourgeoisies sont unifiées sur la nécessité de briser ces contrats : depuis l'État qui veut les remplacer par des «Portarias» (décrets à caractère exceptionnel, temporaire, particulier) ; les capitalistes, qui refusent de remplir les conditions prévues, cherchent à baisser les salaires, à augmenter les cadences et les horaires ; jusqu'aux syndicats du PCP et à l'Intersyndicale CGT qui boycottent systématiquement les luttes en cours pour l'application des CCT et ACT.

Les travailleurs des TLP (téléphone), et des banques, sont massivement mobilisés dans ces batailles.

2. La deuxième ligne de résistance actuelle touche à la question des Caisses de Prévoyance. Le système d'assurance sociale est aujourd'hui encore au Portugal largement organisé à échelle des entreprises. La bourgeoisie a pour plan de centraliser les différentes caisses d'entreprises et de les intégrer dans le budget de l'État. Ceci représenterait pour elle une vaste source de financement, et s'accompagnerait d'une baisse draconienne des remboursements. Dans différents cas, les travailleurs ont réussi à mettre ces caisses d'entreprise sous leur contrôle. Ils refusent donc absolument de les laisser passer sous le contrôle de l'État. Aux TLP, à Soda Póvoa, cette lutte est en cours. Le même combat a rassemblé l'an dernier une mobilisation de masse : 15000 travailleurs ont manifesté à Lisbonne contre le décret-loi «784-75» qui instituait cette intégration des Caisses de Prévoyance dans la Caisse Générale de Prévoyance ; et ont imposé la suspension du décret.

3. La toile de fond de tous les combats, c'est l'énorme destruction des forces productives que la bourgeoisie et l'impérialisme tentent d'obtenir, dans la logique d'une restructuration et concentration du capitalisme portugais.

- Le secteur de l'industrie textile, la presse, les transports collectifs (et également la fonction publique) sont les secteurs les plus gravement frappés par ces plans.
- Dans le cas des petites et moyennes entreprises, dans le cas des usines «interventionnées» (c'est-à-dire appuyées par des capitaux d'État) , le projet du gouvernement est de leur couper tout appui financier et technique dans le cas où elles sont «non viables» économiquement, c'est-à-dire non rentables, compétitives ; et, dans le cas où elles peuvent coexister avec le renflouement du capitalisme, d'aider les patrons en passant avec eux un «contrat de viabilité» soutenu par la banque (nationalisée) et en décrétant des «Portarias» imposant l'abaissement des salaires dans l'entreprise.
- Le PCP ne combat que mollement ces mesures, ce qui l'intéresse avant tout étant les usines et entreprises déjà nationalisées — où se trouve le gros de sa base de masse propre. Sa logique de nouvelle bourgeoisie est également une logique de concentration capitaliste face à la crise.
- Il y a donc actuellement une grande quantité de petites et moyennes usines où le prolétariat est durement attaqué, encerclé à la fois par la politique de l'ancienne et de la nouvelle bourgeoisie. Ces ouvriers résistent héroïquement mais sont pour l'instant relativement isolés. Ils sont en particulier les seuls à mener actuellement des grèves prolongées, avec occupation des usines, affrontements avec la police, blocage de la production. Leurs mots d'ordre portent soit sur le paiement des salaires (dans le cas où les patrons brandissent la menace de la fermeture des usines pour faire travailler les ouvriers sans les payer) ; soit sur le refus de tout licenciement et contre le rétablissement des pointeuses, des heures supplémentaires, et l'augmentation des horaires de travail — qui vont de pair avec le retour des anciens patrons fascistes (une fois l'usine abandonnée par l'État comme «non viable»). Ça a été ainsi le cas d'Eicorte à Lisbonne, et de la Cuetara à Pombal — qui se sont dans les deux cas terminées par des défaites fomentées par les syndicats révisionnistes.

Les acquis positifs de ces luttes, c'est le développement d'une SOLIDARITÉ POPULAIRE autour des usines (meeting d'information pour le peuple de Pombal — où l'erreur a été de ne pas appeler aux piquets de grève) ; l'appel à LA SOLIDARITÉ DES GRANDES USINES (encore bloquée par l'intersyndicale CGT) ; et la constitution des COMITÉS DE GREVE dirigeant de ces luttes, y compris contre des Commissions de Travailleurs dénaturées (aux mains du PCP).

Mais, en période de crise, l'inégalité des attaques de la bourgeoisie selon les secteurs est une des difficultés de l'unification du camp populaire anti-capitaliste.

Des milliers de travailleurs des banques rassemblés en AG au Pavillon des Sports, à Lisbonne, le 26 novembre 1977 : ampleur de la mobilisation pour leur CCT.

Les usines nationalisées — qui représentent le gros des concentrations industrielles au Portugal —ont été jusqu' à présent relativement protégées de la crise ; la nouvelle bourgeoisie a tout fait par exemple pour y obtenir le maintien du plein emploi. Les usines qui ferment sont, au contraire, dispersées, rassemblant souvent un petit nombre d'ouvriers. L'orientation suivie par les maoïstes du MRPP/PCTP est de tenter d'unifier la conscience de masse autour du projet de CONTROLE OUVRIER, de la NATIONALISATION DE TOUT LE CAPITAL Y COMPRIS ÉTRANGER, et de fixer à toute lutte de masse ces 2 cibles, dans la perspective de la prise du pouvoir démocratique et populaire ; c'est-à-dire de faire coincider la politique actuelle et les mesures pratiques à prendre pour ce qu'ils appellent «la solution prolétarienne» à la crise.

Cette orientation repose sur une appréciation d'ensemble de l'état des forces du prolétariat et du peuple au Portugal, en particulier sur la possibilité RÉELLE DE METTRE EN PRATIQUE, A ÉCHELLE NATIONALE, le contrôle ouvrier. C'est ce que préparent actuellement les organisations démocratiques révolutionnaires (CT et syndicats) du secteur des télécommunications ; et c'est aussi le projet des banques, c'est-à-dire de 2 secteurs-clés.

La suite de l'article paraîtra dans le prochain numéro du «Marxiste-Léniniste»